



BENJAMIN NETANYAHU, VERS LA CHUTE ?

ELECTIONS DU 27 OCTOBRE : ISRAËL FACE A SON DESTIN

Par Antranig Kevorkian, Analyste international,
Matthieu Hocque, Directeur Général du Millénaire



AVANT-PROPOS

Le 27 octobre 2026, les électeurs israéliens se rendront aux urnes pour renouveler les 120 sièges de la Knesset lors d'un scrutin historique à plus d'un titre. **Il s'agit du premier verdict électoral national depuis le séisme sécuritaire du 7 octobre 2023, mais aussi de l'aboutissement d'une 25^e législature parvenue à son terme formel de quatre ans, une première depuis 1988.** Ce vote se présente avant tout comme un plébiscite binaire autour d'une figure centrale : **Benyamin Netanyahu**.

À la tête du pays pendant plus de 19 ans, l'actuel Premier ministre a battu tous les records de longévité des démocraties parlementaires occidentales en s'appuyant sur 3 carburants politiques majeurs : **sa réfutation du processus d'Oslo validée par les déceptions sécuritaires, son pivot doctrinal érigeant « la sécurité avant la paix », et la transformation libérale d'une « Start-Up Nation » florissante.** Pourtant, cette hégémonie traverse aujourd'hui une crise inédite sous les coups conjugués de ses déboires judiciaires, de la faillite du 7 octobre 2023, de l'enlisement régional et d'un coût de la vie asphyxiant les ménages.

Ainsi, trois années après le 7 octobre 2023, Israël est à la croisée des chemins. L'État hébreu s'apprête à vivre ce 27 octobre 2026, les élections les plus importantes de sa jeune existence. En effet, **le 7 octobre a bouleversé la donne sur le plan régional notamment avec la pause du processus des accords d'Abraham de normalisation d'Israël avec ses voisins et par l'élargissement direct du conflit à l'Iran avec l'opération de février 2026.** Mais, le 7 octobre a changé aussi la donne sur le plan national israélien avec **un débat qui s'est polarisé sur la stratégie de libération des otages mais surtout avec l'absence de commission indépendante sur l'anticipation du pire massacre d'Israël.**

En premier lieu, il s'agit de présenter factuellement **le bilan des « années Netanyahu »** (1), puis **d'identifier les enjeux et variables clés du scrutin** (2)

et enfin de présenter **notre scénario sur l'avenir politique d'Israël enrichi de notre modèle prévisionnel** (3).

AVANT-PROPOS	2
LE BILAN DE BENYAMIN NETANYAHU DEPUIS 1996	6
UNE LONGÉVITÉ POLITIQUE EXCEPTIONNELLE DANS UN PAYS INSTABLE	6
ISRAËL, LA SEULE DÉMOCRATIE DU PROCHE-ORIENT EST FRAGILE PAR SES INSTITUTIONS.....	6
UN PAYS HABITUÉ AUX CRISES POLITIQUES	9
UNE LONGÉVITÉ EXCEPTIONNELLE MALGRÉ UN CONTEXTE INSTITUTIONNEL FRAGILE.....	10
LES RESSORTS DU SUCCÈS DE BENYAMIN NETANYAHU.....	12
UNE LECTURE DU CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN CONFORTÉ PAR LA RÉALITÉ DU TERRAIN.....	12
UNE NORMALISATION DES RELATIONS ENTRE ISRAËL ET LES PAYS DE LA RÉGION	20
UN ESSOR ÉCONOMIQUE SANS PRÉCÉDENT	22
MAIS DES FRAGILITÉS PERSISTANTES	28
VERS UN ISOLEMENT D'ISRAËL DEPUIS LE 7 OCTOBRE 2023 ?	28
UNE SITUATION POLITIQUE FRAGILE MARQUÉE PAR UN DOUBLE SCANDALE	30
DES DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES	31
LE VOTE DU 27 OCTOBRE 2026 : UN RÉFÉRENDUM POUR OU CONTRE NETANYAHU ?	35
LA SITUATION POLITIQUE D'ISRAËL AVANT LE VOTE DU 27 OCTOBRE	35
LES GRANDS ÉQUILIBRES PARLEMENTAIRES ET POLITIQUES.....	35
LA PUBLICATION DES CANDIDATS A LA LÉGISLATIVE	38
LES THÈMES DE LA CAMPAGNE	41
LA PREMIÈRE ÉLECTION DEPUIS LE 7 OCTOBRE 2023 : VERS UN VOTE SANCTION OU UN EFFET DRAPEAU ?	43
ARGUMENTS EN FAVEUR D'UN VOTE SANCTION	43
ARGUMENTS EN FAVEUR D'UN EFFET DRAPEAU	46
LES VARIABLES CLÉS DU VOTE.....	50
LA TAILLE DU CORPS ÉLECTORAL.....	50
LA TRANSFORMATION EN RÉFÉRENDUM POUR OU CONTRE NETANYAHU	53
D'AUTRES VARIABLES POUVANT JOUER SUR LE SCRUTIN	55
NETANYAHU PEUT-IL SE MAINTENIR ?	60
LE SCENARIO PRINCIPAL : UNE ABSENCE DE MAJORITÉ ABSOLUE POUR LES DEUX COALITIONS	60

QUELLES SONT LES CONDITIONS CUMULATIVES POUR QUE NETANYAHU SE MAINTIENNE ?	62
CONCLUSION.....	65

LE BILAN DE BENYAMIN NETANYAHU DEPUIS 1996

UNE LONGÉVITÉ POLITIQUE EXCEPTIONNELLE DANS UN PAYS INSTABLE

ISRAËL, LA SEULE DÉMOCRATIE DU PROCHE-ORIENT EST FRAGILE PAR SES INSTITUTIONS

Avant d'étudier les élections israéliennes du 27 octobre 2026, il est nécessaire de rappeler un point fondamental. Alors que de nombreux observateurs tendent à vouloir attaquer Israël sur son fonctionnement politique, **Israël demeure la « seule démocratie du Moyen-Orient ».**

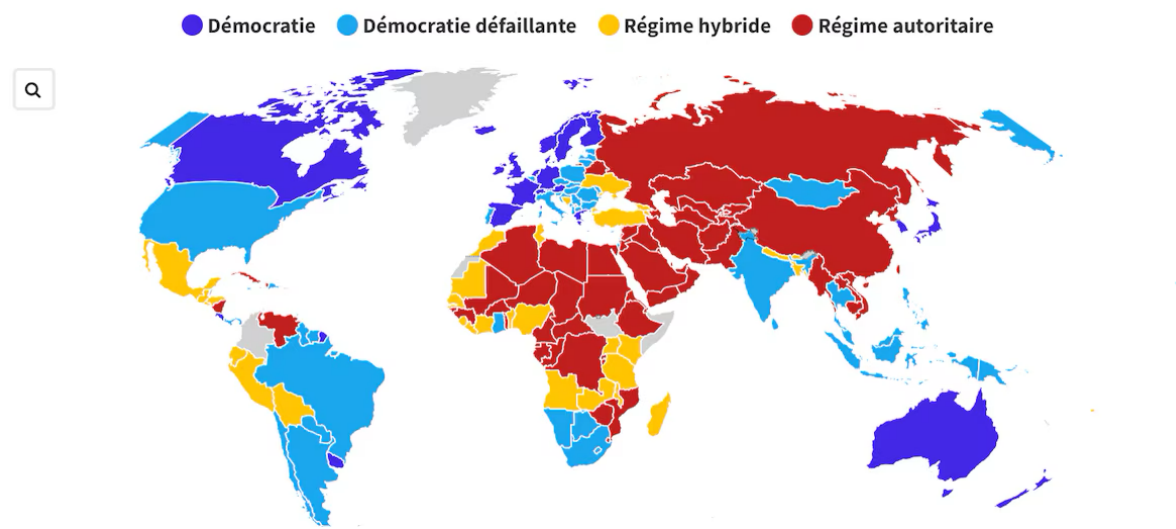
Cette affirmation s'appuie sur les travaux de *The Economist Intelligence Unit* (EIU), sur l'indice de démocratie, qui font référence pour déterminer si un régime est autoritaire ou une démocratie. Il apparaît qu'Israël est qualifiée de « démocratie défailante », mais qu'elle est la seule, dans la région, à atteindre cet état de fait comme le montre la carte ci-dessous.

Figure - **Carte des démocraties dans le monde selon leur indice de démocratie**, *L'Express*, sur la base de l'EIU, 2023¹

¹ *L'Express*, [Démocratie : un sommet pour une année 2024 "critique"](#), *L'Express*, sur la base rapport 2023 du groupe de recherche *The Economist Intelligence Unit (EIU)*, publié le 14 mars, 18 mars 2024.

Un monde encore majoritairement autoritaire

Classement des pays par niveau de respect des normes démocratiques*, en 2023



Or, il s'avère qu'un premier paradoxe peut être identifié : **Israël est la seule démocratie de sa région, mais elle est une démocratie fragile**. Sa fragilité provient d'un double facteur : sa situation géographique entourée de régimes autoritaires qui, pour certains désirent son anéantissement, mais également par ses institutions. En effet, celles-ci sont instables par essence.

La démocratie israélienne repose sur une architecture constitutionnelle singulière dans les démocraties du XXI^{ème} siècle. Dans la catégorisation classique des régimes selon la science politique, il est possible de la rapprocher d'un « régime d'Assemblée monocaméral », sur le modèle de la Convention sous la Révolution française, auquel il faut ajouter une très forte instabilité parlementaire

En vertu de l'article 4 de la Loi fondamentale : **la Knesset, les 120 députés sont élus au suffrage universel direct selon un scrutin proportionnel de liste intégrale au sein d'une circonscription nationale unique**². Historiquement fixé à 1 %, le seuil d'éligibilité a été relevé successivement à 1,5 %, à 2 %, puis à 3,25 % à la suite de l'amendement de 2014 à la loi électorale. Ce seuil bas encourage à la fragmentation de l'Assemblée puisqu'elle

² The Knesset, [Basic Laws, Parliamentary Business](#), The Knesset, septembre 2026.

permet à de nombreux partis de pouvoir être représentés. Malgré cette hausse, **ce seuil demeure particulièrement bas au regard des démocraties parlementaires occidentales (comme le seuil de 5% en Allemagne), favorisant la représentation d'intérêts sectoriels, religieux ou identitaires très ciblés**³. Il s'agit d'un reproche structurellement effectué à la démocratie israélienne, complètement à l'inverse du système français recherchant le fait majoritaire⁴.

Cette mécanique électorale engendre un morcellement extrême du paysage politique. Selon *l'Israel Democracy Institute (IDI) Research Report on Party Systems*, **Israël enregistre l'un des « nombres effectifs de partis parlementaires » (indice de Laakso-Taagepera) les plus élevés de l'OCDE**. Bien loin des bipartitions, tripartitions ou quadripartitions des pays occidentaux, **la nation hébreu oscille régulièrement entre 7 et 9 formations majeures**⁵, ce qui traduit une dispersion extrême de la représentation par habitant.

Ce multipartisme exacerbé fragilise directement le pouvoir exécutif, régi par la Loi fondamentale : le Gouvernement. **Depuis la proclamation de l'État en 1948, aucun parti n'a été en mesure d'atteindre seul la majorité absolue de 61 sièges**. Le Premier ministre est condamné à bâtir des coalitions hétéroclites et instables, tributaires du chantage des factions minoritaires. L'exécutif se trouve ainsi prisonnier de compromis permanents, réduisant considérablement sa marge de manœuvre régaliennne face aux injonctions du « jeu des partis ». Il s'agit en quelque sorte d'une IVème République dans une forme exacerbée.

À ce déséquilibre institutionnel s'ajoute l'absence de constitution formelle et de seconde chambre parlementaire, un vide comblé par **le compromis Harari de 1950** prévoyant l'adoption progressive de lois fondamentales. En l'absence de contre-pouvoir législatif bicaméral, la Cour suprême s'est

³ Ibid.

⁴ Ibid.

⁵ Ofer Kenig, [The 2022 Elections: Results Analysis](#), Israel Democracy Institute (IDI), *Research Report on Party Systems*, 7 novembre 2022.

arrogé un rôle politique majeur. Par l'arrêt fondateur **CA 6821/93 *United Mizrahi Bank c. Migdal Cooperative Village*** (1995)⁶, l'institution dirigée par le juge Aharon Barak a opéré une « révolution constitutionnelle » en s'attribuant le pouvoir de contrôler et d'invalidier les lois votées par la Knesset au nom de la Loi fondamentale : dignité humaine et liberté⁷. **Ce contrôle prétorien et l'usage jurisprudentiel du critère d'« extrême déraisonnabilité » ont placé le pouvoir judiciaire au cœur du conflit politique.** L'importance de la Cour suprême est un point central car elle constitue un double point d'achoppement entre Benyamin Netanyahu et la justice israélienne, sur le plan des affaires du Premier ministre, mais aussi sur le plan de ce que les détracteurs d'Israël qualifient de « *illibéralisation du régime* ».

UN PAYS HABITUÉ AUX CRISES POLITIQUES

La conséquence de l'instabilité parlementaire du régime israélien est la multiplication des crises politiques. Par sa propension aux dissolutions répétées et à la valse des coalitions, le système parlementaire israélien est une forme de « *IV^e République française, dans une version XXL* ».

L'État hébreu a vu se succéder 26 gouvernements entre 1948 et l'avènement de Benyamin Netanyahu en 1996. Cette instabilité endémique équivaut à **une espérance de vie moyenne d'à peine 2 ans par cabinet**, conséquence directe d'un régime parlementaire où la survie du Premier ministre dépend constamment de revirements partisans au sein de majorités hétérogènes.

Cette précarité a été mise en lumière lors de plusieurs crises parlementaires. Citons les plus importantes. Tout d'abord, le « **Coup puant** » (*HaTargil HaMasriakh*) **de mars 1990** désigne la tentative manquée de Shimon Peres (gauche israélienne) de renverser le gouvernement d'union nationale

⁶ Cardozo Israeli Supreme Court Project - Yeshiva University, [United Mizrahi Bank v. Migdal Cooperative Village](#), Versa, opinions of the supreme court of Israel, Cardozo Law, 9 novembre 1995.

⁷ The Knesset, [Basic Laws, Parliamentary Business](#), The Knesset, septembre 2026.

dirigé par Yitzhak Shamir (Likoud). **Shimon Peres, alors ministre des Finances et chef du Parti travailliste, orchestra une motion de censure pour renverser le gouvernement d'union nationale de Yitzhak Shamir.** La crise culmina autour des négociations opaques menées avec le parti ultra-orthodoxe Shas et des tentatives d'obtenir le soutien d'autres factions cléricales, un épisode marqué par des contreparties législatives controversées — notamment sur l'interdiction de l'élevage et de la vente de porc, souvent désignée comme la « **crise des porcs** ». Ici, l'enjeu de Shimon Peres a été de négocier avec des acteurs les plus éloignés de son bord politique (les ultra-orthodoxes) pour faire tomber le pouvoir de droite à son profit. L'échec retentissant de cette manœuvre et l'indignation populaire face au cynisme des marchandages partisans conduisirent à **l'introduction de l'élection directe du Premier ministre en 1992, catalyseur de l'ascension et du triomphe de Benjamin Netanyahu en 1996.**

Une décennie plus tard, Israël vit une nouvelle crise politique d'ampleur. Il s'agit de **la crise entourant le plan de désengagement unilatéral de la bande de Gaza (2004-2005).** Face à la rébellion interne des « rebelles » du Likoud et au blocage parlementaire, **Ariel Sharon fit le choix de rompre avec son propre appareil en fondant Kadima en novembre 2005.** Ce schisme historique provoqua l'implosion temporaire de la droite classique, ouvrant la voie à une reconfiguration politique majeure dont **Benjamin Netanyahu sut tirer parti pour reprendre le contrôle du Likoud avant son retour au pouvoir en 2009.**

Ces deux crises politiques majeures sont importantes à connaître pour comprendre le fonctionnement actuel de la démocratie israélienne. La première a conduit à une réforme de l'élection directe du Premier ministre, afin de donner une légitimité démocratique et électorale très forte au vainqueur. La seconde a profondément fragmenté une partie du paysage politique ajoutant des difficultés dans la compréhension du régime israélien.

UNE LONGÉVITÉ EXCEPTIONNELLE MALGRÉ UN CONTEXTE INSTITUTIONNEL FRAGILE

Malgré un cadre institutionnel fragile et un contexte politique instable, l'histoire contemporaine d'Israël est marquée par un paradoxe structurel saisissant, Israël a vu émerger l'une des plus grandes longévités exécutives de l'ensemble des démocraties libérales. **C'est le phénomène « Benjamin Netanyahu ».**

Benjamin Netanyahu cumule désormais plus de 19 années passées à la tête du gouvernement israélien, réparties sur trois grandes séquences : **1996-1999, 2009-2021, puis de décembre 2022 à aujourd'hui**. Ce bilan chronologique, record d'Israël, dépasse largement le mandat historique du père fondateur de la nation, **David Ben Gourion** (qui avait totalisé un peu plus de 13 ans). Surtout, **cette réussite politique surpasse la durée au pouvoir de la plupart des chefs de gouvernement des démocraties parlementaires d'après-guerre**, tels que les 16 ans d'Helmut Kohl ou d'Angela Merkel en Allemagne, les 13 ans de Felipe Gonzalez en Espagne, les 11 ans de Margaret Thatcher au Royaume-Uni ou des 9 ans de Silvio Berlusconi en Italie.

Ainsi, cette pérennité politique exceptionnelle contraste avec les standards des démocraties parlementaires, où le renouvellement démocratique des chefs de gouvernement intervient généralement après un ou deux cycles électoraux de 4 à 5 ans. Réussir à se maintenir au pouvoir près de deux décennies dans un pays sans constitution formelle, soumis à un état d'urgence permanent depuis sa création et exposé à des chocs militaires continus est **une performance politique, importante à comprendre pour analyser les élections d'octobre 2026**.

Cette longévité s'explique avant tout par **la maîtrise absolue du jeu institutionnel israélien par Benjamin Netanyahu**. Dans un système où aucun parti n'a jamais obtenu la majorité absolue, il s'est imposé comme le pivot incontournable de la politique nationale, érigeant la gestion des alliances de circonstance — notamment avec le centre ou les blocs ultra-orthodoxes et nationalistes — en instrument central de sa survie électorale.

LES RESSORTS DU SUCCÈS DE BENYAMIN NETANYAHU

UNE LECTURE DU CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN CONFORTÉE PAR LA RÉALITÉ DU TERRAIN

Sur le plan politique, **le succès de Benyamin Netanyahu s'appuie sur trois carburants.**

Carburant électoral n°1 : « Le processus d'Oslo ne fonctionnera pas »

En 1996, son premier carburant électoral est sa position sur le conflit israélo-palestinien en 1996. **L'actuel Premier Ministre a progressivement acté de façon pragmatique que « le processus d'Oslo ne fonctionnera pas ».** Même si dans les faits, cette assertion n'est pas tout fait vraie dans la mesure où Netanyahu, pragmatique, a été à la manœuvre pour proposer les meilleurs accords qu'Israël n'ait proposé aux Palestiniens concernant leur État.

Pour rappel, dans le cadre de la normalisation des relations entre Israël et les pays arabes de la fin du XXème siècle, **le conflit israélo-arabe devient un conflit israélo-palestinien.** Cela ne signifie pas que tous les pays arabes reconnaissent Israël. Néanmoins, son existence n'est plus autant menacée qu'auparavant. Face à cet état de fait, une partie des Palestiniens commencent à se structurer sachant qu'ils n'obtiendraient rien de plus des pays arabes. Émergent ainsi :

- **L'OLP (Organisation de Libération de la Palestine)** composée notamment du Fatah en Cisjordanie qui s'émancipe à partir des années 1970 du Roi Hussein de Jordanie. Les autorités jordaniennes seront même amenées à lutter contre l'OLP en Cisjordanie, car le pays a toujours souhaité intégrer la Cisjordanie à son royaume ;
- **Le Hamas en 1987 qui se fixe comme objectif principal la destruction d'Israël considérant que la terre de Palestine est islamique.** Il prospère notamment à Gaza au moment de la première Intifada à la fin de l'année 1987.

Les Accords d'Oslo, signés en 1993, ont marqué un tournant significatif dans le conflit israélo-palestinien. Les principaux enjeux de cet accord étaient la recherche d'une solution à long terme pour mettre fin au conflit et établir une paix durable au Moyen-Orient. **Les accords visaient à reconnaître mutuellement les droits et les revendications des Israéliens et des Palestiniens, notamment en ce qui concerne les frontières, le statut de Jérusalem, les réfugiés, et la sécurité.** Les principaux acteurs impliqués dans les Accords d'Oslo étaient **le gouvernement israélien dirigé par le Premier ministre Yitzhak Rabin, et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), représentée par Yasser Arafat.** Le processus a été initié par des négociations secrètes à Oslo, en Norvège, avec une médiation norvégienne. Les États-Unis, en particulier le secrétaire d'État Warren Christopher, ont joué un rôle de facilitateur dans les négociations. D'autres parties, telles que l'Égypte et la Jordanie, ont également été impliquées en tant que témoins et médiateurs.

Les Accords d'Oslo se composaient de deux accords : **Oslo I et Oslo II :**

- **Oslo I** (Accord de Washington, 1993) a établi un cadre pour l'autonomie palestinienne dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, divisant ces territoires en zones administratives palestiniennes (A, B, et C). L'accord a également permis la création de l'Autorité palestinienne, une entité autonome palestinienne dirigée par Yasser Arafat, qui était responsable de l'auto-administration dans les zones autonomes.
- **Oslo II** (Accord intérimaire sur la Cisjordanie et la bande de Gaza, 1995) a défini les modalités de la transition vers l'autonomie palestinienne complète en Cisjordanie et à Gaza. Il prévoyait le retrait des troupes israéliennes de certaines zones et des élections palestiniennes pour un conseil législatif et un président de l'Autorité palestinienne.

Ces accords ont posé les bases pour un processus de paix plus large, notamment des négociations sur des questions clés telles que le statut final de Jérusalem, le droit au retour des réfugiés palestiniens, la sécurité, et les frontières. Seulement, **malgré l'espoir initial qu'ils suscitaient, les accords n'ont pas abouti à une solution définitive, et le processus de paix s'est**

heurté à de nombreux obstacles et à des périodes de violence, comme la seconde intifada au début des années 2000. D'autant plus que la seconde Intifada est suivie d'attentats du Hamas à Gaza et en Israël. Lorsque le Hamas gagne les élections à Gaza en 2006 et après le décès de Yasser Arafat, le processus de paix bat de l'aile, en raison de son retrait des négociations. Les Accords d'Oslo ont été à la fois une avancée diplomatique, mais un échec politique car ces derniers n'ont finalement que graver dans le marbre les problématiques que nous connaissons actuellement.

À la fin des années 1990, **Benyamin Netanyahu, alors Premier ministre d'Israël, a mis en œuvre un programme sécuritaire qui visait à défendre la nation face aux menaces perçues, notamment le terrorisme palestinien, puis islamiste.** Ce programme s'est inscrit dans un contexte où les accords d'Oslo, signés en 1993, promettaient un processus de paix avec l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).

En réponse à une série d'attentats, notamment l'attentat suicide de la pizzeria Sbarro à Jérusalem en 2001 qui a fait 15 morts et 130 blessés, Israël a adopté une politique de sécurité stricte, appelant à un renforcement des capacités militaires et à la construction de colonies en Cisjordanie, une décision qui a été corroborée par des **rapports de l'Office des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), signalant que la population juive dans les « colonies » avait augmenté de 50 % entre 1996 et 2000.** Il était admis par Ariel Sharon que la sécurité d'Israël dépendait de sa capacité à contrôler les territoires occupés : **plus l'on étendait la présence israélienne, plus la menace était repoussée au plus loin de la société israélienne.** Ainsi, contrairement à ce que l'on indique, ce n'est pas Netanyahu qui est à l'origine de ce que certains appellent le « virage sécuritaire ».

Néanmoins, Netanyahu est la personnalité politique israélienne qui a su capitaliser ultérieurement sur ce thème. Ce n'est pas tant le fond que la forme qui a primé sur cette réussite électorale. Au cours de sa campagne de

2009, Netanyahu a promis de restaurer la sécurité, se présentant comme le leader capable de protéger les citoyens israéliens.

Ce discours a trouvé un écho particulier auprès d'un électorat fatigué par les incertitudes du processus de paix, en particulier après l'assassinat du Premier ministre Yitzhak Rabin en 1995 par un extrémiste opposé aux concessions territoriales. Après l'assassinat de Rabin, plus de la moitié des Israéliens craignaient une intensification des violences. De même, un rapport du Conseil de sécurité des Nations Unies de 1999 a noté **une hausse de 60 % des attaques à la roquette et des attentats suicides par rapport à l'année précédente, alimentant un climat de peur.** De nombreux Israéliens ont commencé à privilégier la sécurité immédiate.

D'autant plus que **Benjamin Netanyahu n'est pas perçu comme un « jusque-boutiste ».** En effet, **il signe les accords les plus favorables qu'Israël n'ait proposé aux Palestiniens⁸.** Le **Protocole sur le redéploiement à Hébron** (ou accords d'Hébron) a été conclu et signé sous le premier mandat de Benjamin Netanyahu, le **17 janvier 1997, entre Israël et l'OLP représentée par Yasser Arafat.**

Il comprend :

- **L'application d'un reliquat d'Oslo II** avec l'évacuation militaire d'Hébron qui était initialement prévue par les accords d'Oslo II (septembre 1995), mais avait été gelée après l'assassinat de Rabin et la vague d'attentats du début 1996. Bien qu'opposant virulent au processus d'Oslo, Netanyahu a dû, sous forte pression de l'administration Clinton, négocier et finaliser ce retrait.
- **La division de la ville (H-1 et H-2)** qui a scindé Hébron en deux zones :
 - **Zone H-1** (environ 80 % de la ville) : placée sous le contrôle de l'Autorité palestinienne.
 - **Zone H-2** (environ 20 % de la ville, englobant la vieille ville, les enclaves de peuplement juif et le Tombeau des Patriarches) :

⁸ Alan Makovsky, Robert Satloff, [The Hebron Agreement: A Closer Look](#), *The Washington Institute*, Policy Analysis, 27 janvier 1997.

maintenue sous contrôle militaire israélien exclusif pour la sécurité.

- **Le principe de réciprocité** : C'est à cette occasion que Netanyahu a introduit formellement sa doctrine : « *S'ils donnent, ils recevront ; s'ils ne donnent pas, ils ne recevront rien* » (conditionnant tout retrait territorial israélien au respect strict des engagements sécuritaires de l'OLP dans la lutte antiterroriste).
- **La portée politique** : Netanyahu a fait voter l'accord à la Knesset le 16 janvier 1997 (87 voix pour, 17 contre) grâce au soutien de l'opposition travailliste, tout en subissant la fronde d'une partie de sa propre majorité et de la droite nationaliste.

Il enchaînera ensuite en **octobre 1998 avec la signature des accords de Wye Plantation** (prévoyant de nouveaux redéploiements en Cisjordanie), qui finiraient d'achever sa première coalition gouvernementale en provoquant les élections anticipées de 1999. Ainsi, malgré sa défaite en 1999, **Netanyahu capitalisera sur sa capacité à incarner la demande sécuritaire et ouverture à la négociation avec les Palestiniens.**

Toutefois, alors que la création d'un État palestinien était majoritaire dans l'opinion publique israélienne (position partagée par Netanyahu), cette volonté est progressivement devenue impopulaire à la lumière de l'impasse d'Oslo.

Carburant électoral n°2 : « Le pivot sécuritaire »

En Israël plus qu'ailleurs, l'offre politique nationale d'un responsable politique dépend de sa lecture géopolitique et a fortiori du conflit Israélo-palestinien. **Nous l'avons vu précédemment, la question sécuritaire est devenue une clé de voûte du projet politique de Netanyahu de 2009.** Or, si la société israélienne était sceptique sur ce projet au début des années 2000, force est de constater que la première décennie des années 2000 donne raison à Netanyahu sur le plan du réel.

Le retour au pouvoir de Benyamin Netanyahu lors des élections législatives de février 2009 provient du fait que **la décennie 2000 a en effet profondément ébranlé le postulat d'Oslo selon lequel les concessions spatiales garantiraient la paix.**

De surcroît, ce scrutin s'inscrit au sortir d'une séquence de violences continues et de désillusions sécuritaires. Selon *Israel Victims of Government and Terror Data Archive (MFA)*, **la seconde Intifada (2000-2005) a coûté la vie à plus de 1 000 Israéliens⁹**, tués au cours d'une vague sans précédent d'attentats-suicides et d'attaques à main armée au cœur des métropoles.

À ce traumatisme s'est ajoutée **la faillite opérationnelle perçue du retrait unilatéral de la bande de Gaza en août 2005 : loin de stabiliser l'enclave, ce repli a facilité la prise de pouvoir par le Hamas en 2007**, suivie par des tirs ininterrompus de roquettes sur le sud du pays et par l'opération « *Plomb durci* » (décembre 2008 - janvier 2009). Simultanément, la guerre du Liban de l'été 2006 a révélé au nord la montée en puissance balistique du Hezbollah, financé et armé par Téhéran, formalisant l'émergence d'un « axe chiite » hostile le long des frontières de l'État hébreu. **Résultat, Israël devient encerclée de menaces plurielles.**

⁹ Ministry of Foreign Affairs, [Victims of Palestinian Violence and Terrorism since September 2000, 1,530 people have been killed by Palestinian violence and terrorism since September 2000](#), MFA, 22 septembre 2026.

C'est sur ce sentiment de vulnérabilité multidirectionnelle que Benjamin Netanyahu bâtit son offre politique de 2009. Opposé frontalement aux négociations d'Ehud Olmert et de Tzipi Livni à Annapolis, il enterre la doctrine classique de la gauche israélienne (« la terre contre la paix ») au profit d'un axiome pragmatique : **« la sécurité avant la paix »**. Dans cette perspective, toute concession territoriale préalable est dénoncée comme un acte de capitulation qui ne ferait que rapprocher les tirs de roquettes du centre névralgique de Tel-Aviv et de l'aéroport Ben Gourion.

Plutôt qu'un accord diplomatique d'ensemble jugé chimérique face à une Autorité palestinienne affaiblie et divisée, **Netanyahu théorise la « paix économique » couplée à un contrôle militaire strict du terrain et au développement de défenses technologiques (dont les prémices du système Dôme de fer).** Cette lecture du conflit, validée par l'anxiété collective face aux menaces asymétriques, convainc la société israélienne. **Bien que le parti centriste Kadima arrive d'une courte tête en nombre de sièges (28 contre 27 pour le Likoud), c'est la coalition nationaliste et religieuse réunie autour de Netanyahu qui s'impose à la Knesset.**

Carburant électoral n°3 : « Un chef de guerre »

Paradoxalement aux premières réactions depuis le 7 octobre 2023, Netanyahu peut prospérer sur un 3^e carburant électoral : **c'est le chef de guerre.** Malgré de nombreuses interrogations soulevées sur sa gestion, **le leader du Likoud peut bénéficier d'un effet drapeau lié au contexte de la guerre pluridimensionnelle.**

En effet, le séisme provoqué par l'attaque du 7 octobre 2023 constitue sans conteste **la plus grave défaillance sécuritaire et militaire de l'histoire d'Israël.** Les révélations successives entourant les alertes ignorées, la préparation des services de renseignement et les choix politiques ayant précédé les massacres fragilisent Benjamin Netanyahu, ciblé par de vives critiques populaires et médiatiques sur sa responsabilité directe dans cet effondrement tactique. De même, la conduite de la guerre contre le Hamas

engagée dès le 8 octobre et la lenteur des tractations pour la libération des otages ont alimenté une contestation intérieure récurrente.

Pourtant, paradoxalement, cette séquence a réactivé un puissant phénomène de **ralliement autour du chef — l'« effet drapeau » — que l'on observe souvent dans les démocraties en guerre**. Face à un conflit existentiel perçu comme une lutte pour la survie nationale, une partie significative de l'opinion publique israélienne s'est résolue à l'idée qu'en dépit de ses erreurs, aucun rival politique ne disposait de la stature, de la fermeté ou de l'autorité nécessaires pour mener plus efficacement les opérations militaires et tenir tête aux pressions internationales.

Cette résilience s'appuie sur le crédit sécuritaire de long terme que les Israéliens continuent d'attribuer aux mandats de Benyamin Netanyahu.

Comme nous le soulignons dans notre précédent rapport, son leadership a été marqué par une modernisation technologique sans précédent de l'appareil de défense face aux conflits asymétriques :

- **Le développement des boucliers antimissiles :** La mise en service en 2011 du système *Iron Dome* a révolutionné la protection du territoire en interceptant des milliers de roquettes tirées depuis Gaza. Les rapports du ministère israélien de la Défense évaluent le taux d'interception à environ 90 % face aux menaces à courte portée, attestant d'une efficacité opérationnelle concrète.
- **L'essor de la cybersécurité :** Sous son impulsion, la cybersécurité a été érigée en pilier fondamental de la doctrine militaire moderne. Dès 2020, les investissements annuels de l'État dans ce domaine ont atteint près de 1,5 milliard de dollars d'après l'Autorité nationale de cybersécurité israélienne.
- **La supériorité qualitative (*Qualitative Military Edge*) :** Cette focalisation sur la technologie de pointe, articulée à une étroite coopération stratégique avec les États-Unis et les alliés occidentaux, a garanti à Tsahal le maintien d'une supériorité technique décisive sur l'ensemble de ses adversaires régionaux.

Ainsi, bien que sévèrement contesté pour la gestion des failles initiales du 7 octobre, Netanyahu a su réactiver le ressort psychologique fondamental de son électorat : **face au sentiment d'encerclement, il demeure le garant éprouvé d'un appareil militaro-industriel hautement sophistiqué**, convainquant de nombreux électeurs qu'il reste le seul chef d'État en mesure de dicter les conditions d'une victoire stratégique.

En somme, **Netanyahu a le mérite politique qu'une majorité d'Israéliens s'est ralliée à sa lecture du conflit face au réel et aux menaces.**

UNE NORMALISATION DES RELATIONS ENTRE ISRAËL ET LES PAYS DE LA RÉGION

Au-delà de sa politique de sécurité intérieure, **la stratégie de sécurité d'Israël concerne sa stratégie diplomatique vis-à-vis des autres pays de la région.** Il s'agit pour l'État hébreu de **normaliser ses relations avec les pays voisins à travers des accords bilatéraux de reconnaissance d'existence**, avec les pays arabes sunnites.

Elles se sont déroulées en trois étapes :

- Les **accords de Camp David en 1979** avec l'Égypte ;
- Le **traité de paix de 1994 avec la Jordanie** (faisant suite au processus d'Oslo en 1993) ;
- Les **accords d'Abraham en 2020 avec certains pays du Golfe et le Maroc.**

Alors que le processus de paix est au point mort à partir des années 2010, **l'élection de Donald Trump donne un souffle nouveau au processus de paix.** Cela passe par une modification de l'approche américaine du conflit, passant d'une approche « multilatérale onusienne » à une approche davantage orientée sur des évolutions significatives et concrètes. Les accords d'Abraham reposent sur le plan Trump pour la résolution du conflit, refusé par les Palestiniens et négocié uniquement avec les Israéliens. Ainsi, les accords d'Abraham sont moins volontaristes que le plan Trump et se sont davantage attachés à établir des relations entre Israël et les pétromonarchies alliées des États-Unis.

Les principaux acteurs impliqués dans les accords d'Abraham étaient l'État d'Israël, dirigé par le Premier ministre Benjamin Netanyahu, et trois États arabes : **les Émirats arabes unis (EAU), Bahreïn et le Soudan (suivis par le Maroc)**. D'autres pays arabes ont également exprimé leur soutien ou leur intérêt pour la normalisation des relations avec Israël. Les États-Unis, sous la direction du président Donald Trump, ont joué un rôle clé en facilitant ces accords et en encourageant d'autres pays à rejoindre l'initiative.

Les accords d'Abraham ont pris différentes formes avec chaque pays signataire, mais ils partageaient des éléments communs :

- **Établissement de relations diplomatiques** : Les accords ont ouvert la voie à l'établissement de relations diplomatiques officielles entre Israël et les Émirats arabes unis, Bahreïn et le Soudan. Cela comprenait l'ouverture d'ambassades, des échanges de délégations et une coopération diplomatique.
- **Coopération économique** : Les accords ont encouragé la coopération économique entre les pays signataires, notamment dans des domaines tels que le commerce, la technologie, le tourisme et l'investissement. Ils ont cherché à stimuler la croissance économique et à exploiter le potentiel économique de la région.
- **Coopération en matière de sécurité** : Les pays signataires se sont engagés à renforcer leur coopération en matière de sécurité, notamment dans la lutte contre le terrorisme et pour la stabilité régionale. Cela a été perçu comme un moyen de contrer les menaces communes.

Les accords ont exprimé un engagement en faveur de **la coexistence pacifique**, de la tolérance religieuse et de la diversité culturelle dans la région. Ils ont cherché à promouvoir des relations interconfessionnelles harmonieuses, d'où leur dénomination par le patriarche des trois religions monothéistes : le judaïsme, le christianisme et l'islam.

Les accords d'Abraham ont été largement salués pour leur potentiel à contribuer à la paix et à la stabilité au Moyen-Orient, mais ont également suscité des critiques, notamment de la part des Palestiniens, qui les ont perçus comme une trahison de leur cause nationale.

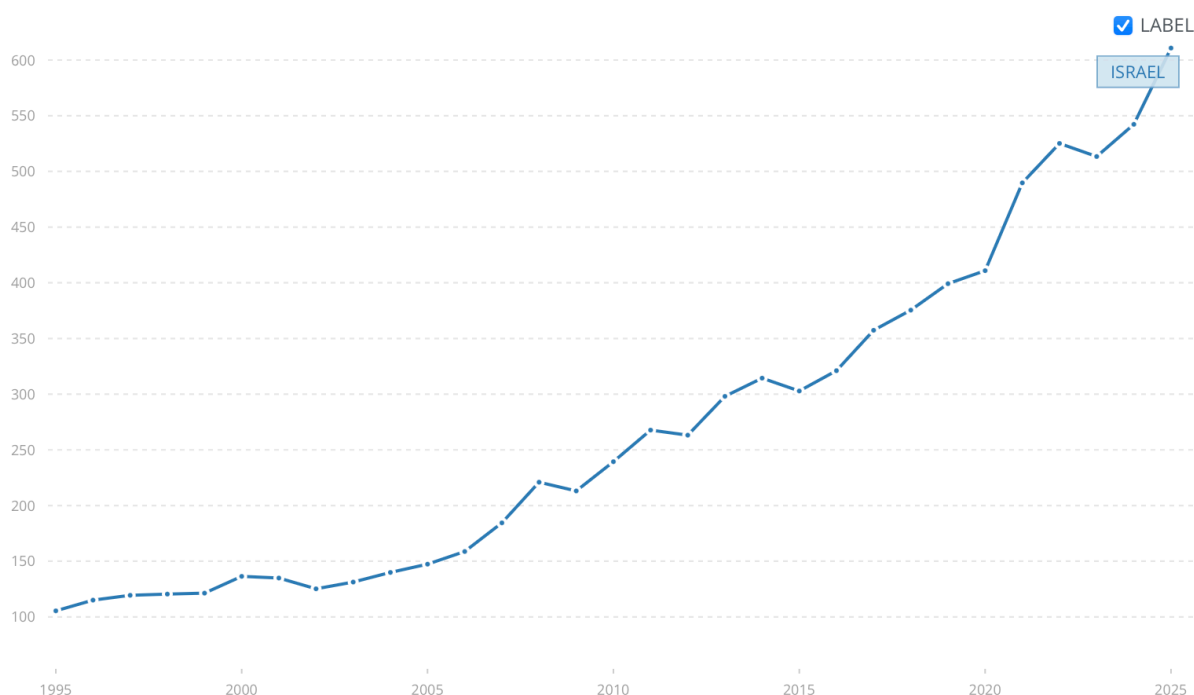
UN ESSOR ÉCONOMIQUE SANS PRÉCÉDENT

Si l'on s'arrêtait à la question sécuritaire pour comprendre le succès de Netanyahu, nous passerions à côté d'une grande partie du sujet. En effet, son succès et ses réélections successives provient aussi du fait de très bons résultats économiques.

1. La libéralisation de l'économie et l'explosion du niveau de vie

À ses origines, **l'État d'Israël reposait sur un modèle de développement d'inspiration travailliste et proto-socialiste, symbolisé par le rôle central des kibboutz et l'omniprésence du syndicat central Histadrout.**

Dès son premier mandat en 1996, puis de manière décisive lors de son passage stratégique au **ministère des Finances** (2003-2005) sous Ariel Sharon, Benjamin Netanyahu a engagé des réformes libérales d'envergure : **dérégulation des marchés financiers, assouplissement du contrôle des changes, privatisations massives d'entreprises publiques (telles qu'El Al ou les télécoms) et baisse de l'impôt sur les sociétés et sur le revenu.**

Figure – Évolution du PIB israélien depuis 1995, Banque Mondiale¹⁰

Cette transition vers l'économie de marché a coïncidé avec une hausse spectaculaire de la production de richesses. Selon les chiffres de la Banque Mondiale, **le PIB d'Israël a été multiplié par 6 sur les 25 dernières années pour dépasser les 600 milliards de dollars**, avec une accélération à partir du retour de Netanyahu en 2009¹¹.

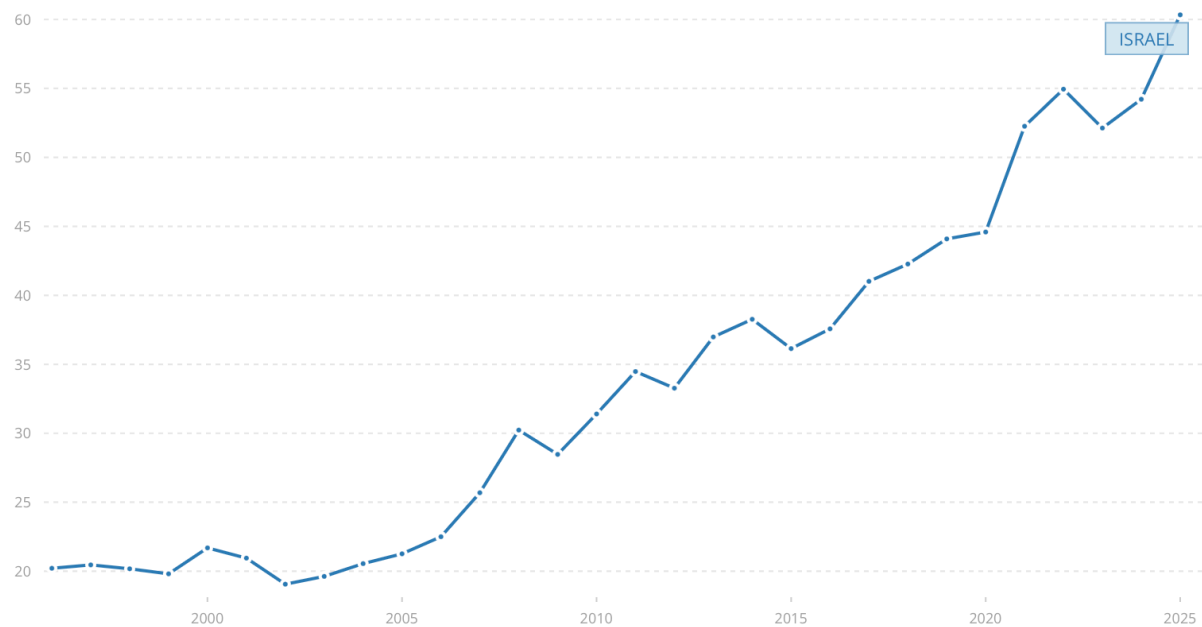
Rien que depuis 2009, la production de richesses en Israël a été multipliée par plus de 3, soit une hausse de +186,4%, autrement dit un taux de croissance moyen de 10,9% par an. A titre de comparaison sur la même période 2009-2025, le PIB égyptien n'a progressé « que » de +5,5% par an, celui des Émiratis de +4,4% par an, celui des Turcs de +8,5% par an, et celui des Irakiens de +7,6% par an pour ce qui est relève des économies en croissance. En revanche, d'autres pays sont en récession sur la même

¹⁰ Banque Mondiale, [GDP \(current US\\$\) – Israel](#), Country official statistics, National Statistical Organizations and/or Central Banks; National Accounts data files, Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD), World Bank, 2026

¹¹ Ibid.

période comme la Syrie ou le Liban du fait de problématiques sécuritaires intérieures. Seule l'Arabie Saoudite fait autant qu'Israël (+11,6%)¹².

Figure - **Évolution du PIB/habitant israélien depuis 1995**, Banque Mondiale¹³



Cette très forte croissance économique a dopé le niveau de vie des Israéliens sur la même période. Selon les chiffres de la Banque Mondiale, **le PIB par habitant d'Israël est passé d'environ 18 000 dollars en 1996 à plus de 54 000 dollars en 2022-2024, hissant l'État hébreu au-dessus de la moyenne de l'Union européenne et de plusieurs économies occidentales majeures comme le Royaume-Uni ou la France.**

Les réformes libérales de Netanyahu sous Ariel Sharon expliquent en partie ces très bons résultats économiques. Mais, **Israël n'a pas seulement produit plus, elle a mis en place une stratégie économique efficace à l'heure de**

¹² Tous les calculs s'appuient sur les données de la Banque Mondiale sur la période 2009-2025, ou 2008-2024, si les données de 2025 ne sont pas connues de la Banque Mondiale.

¹³ **Banque Mondiale, [GDP per capita \(current US\\$\) – Israel](#)**, Country official statistics, National Statistical Organizations and/or Central Banks; National Accounts data files, Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD), World Bank, 2026

la mondialisation. Il s'agit de la « Start Up Nation » et de la « diversification des partenaires ».

Sur le premier aspect, **Israël a converti son impératif existentiel de défense et le savoir-faire de ses unités militaires d'élite (notamment l'unité 8 200) en une industrie civile à très haute valeur ajoutée.** Cela s'appuie tout d'abord sur un très fort niveau de R&D très largement supérieur au reste des pays de l'OCDE et comparables aux pays est-asiatiques. En effet, selon l'OCDE, **Israël consacre entre 5,5% et plus de 6 % du PIB (contre une moyenne de l'OCDE inférieure à 3%), à la R&D.** Il s'agit du plus important pourvoyeur d'IDE israéliennes, en représentant plus de 50 % des exportations industrielles israéliennes et fournissant une part prépondérante des recettes fiscales de l'État¹⁴.

Cela résulte d'une stratégie mise en place par les pouvoirs publics. Selon l'office *Startup Nation Central d'Israel*¹⁵, **l'appareil productif technologique israélien est conçu dès sa genèse pour le marché mondial.** Faute de marché intérieur suffisant, **les jeunes pousses adoptent d'emblée une logique transfrontalière (born global), reliant les entrepreneurs locaux aux investisseurs institutionnels, multinationales et gouvernements étrangers.**

Ainsi, nous retrouvons le modèle de croissance par exportations propres aux pays est-asiatiques et extrêmement pertinent à l'heure de la mondialisation lorsqu'un pays dispose d'un avantage comparatif. Pour ce faire, Israël s'est doté d'un **réel avantage comparatif**, à savoir un **écosystème de financement particulièrement dense, où les fonds de capital-risque internationaux et les centres de R&D de géants mondiaux captent des flux continus de capitaux.** Le secteur s'appuie également sur des passerelles institutionnalisées avec l'appareil de sécurité nationale, comme l'illustrent les coopérations menées avec la direction de la recherche et du développement du ministère de la Défense (MAFAT) dans le domaine des

¹⁴ Startup Academy d'Israel.

¹⁵ Startup Nation Central, [Ecosystem with growth initiatives](#), 2026

technologies de défense (*Defense Tech*), assurant un transfert d'innovations de rupture du secteur militaire vers les applications civiles.

Le moteur premier de cette dynamique d'innovation réside dans son facteur travail qualifié. **L'appareil high-tech emploie plus de 330 000 personnes et fait face à un défi structurel de pénurie de talents en R&D¹⁶, contre 85 000 pour la France, alors que notre pays est 6 fois plus peuplés.** Ainsi, pour maintenir la compétitivité du secteur et soutenir la croissance, l'écosystème a dû élargir ses viviers de recrutement bien au-delà du profil historique des vétérans des unités militaires technologiques. Cela s'est traduit par des programmes ciblés d'inclusion et de formation avancée tels que **l'intégration des femmes ultra-orthodoxes** (cursus spécialisés en ingénierie logicielle et mathématiques avancées avec le programme *Adva*), **la reconversion des combattants** (programme *Data4s*, formant d'anciens soldats issus des unités de combat aux métiers de l'analyse de données et de la cybersécurité), et **l'ouverture aux minorités et aux étudiants de la périphérie** (programme *Excellentteam*).

Enfin, l'avantage comparatif d'Israël ne se limite plus aux logiciels et à la cybersécurité classique car la « Start-Up Nation » a opéré un pivot vers la résolution de défis globaux complexes. A titre illustratif, nous pouvons identifier le secteur de la *Health Tech*, de la *Climate Tech*, et de l'*Agritech & Food Tech*).

Enfin, la réussite économique d'Israël version Netanyahu est de réduire ses dépendances à l'égard de l'Occident et des Etats-Unis. En effet, les relations économiques avec la Chine se sont renforcées progressivement jusqu'à devenir le 2^e partenaire commercial d'Israël. Elles s'accélérent à partir de 1996 lorsque Benjamin Netanyahu devient Premier ministre. En effet, ce dernier, cherchant activement à opérer un virage sécuritaire fort, n'hésite pas à diversifier ses alliances sur des projets de coopération militaires et sécuritaires comme dans le domaine des radars. Face à cela, les

¹⁶ Ibid.

administrations Clinton puis Bush font pression sur l'État hébreux pour qu'il ne cesse ces projets de coopération pouvant amener à la divulgation de secrets technologiques et industriels américains à la Chine comme en bloquant la vente à la Chine de radars Phalcon qu'Israël avait prévue au début des années 2000. Pour autant, les relations économiques entre la Chine et Israël ont été multipliées par 100 entre 1992 et 2021, avec un pic atteint en 2018 à plus de 11 milliards de dollars. La Chine est devenue le deuxième partenaire commercial d'Israël derrière les Etats-Unis et le premier partenaire en Asie. En 2021, la Chine représente 45% des exportations israéliennes vers l'Asie.

MAIS DES FRAGILITÉS PERSISTANTES

Si Netanyahu a pu bénéficier de trois puissants carburants électoraux, à savoir **sa lecture du conflit israélo-palestinien post-Olso confortée par le réel** (1), **un pivot sécuritaire qui permet à Israël de s'imposer dans la région** (2) et un **boom économique majeur** (3), ces trois carburants sont menacés depuis le 7 octobre pour diverses raisons.

VERS UN ISOLEMENT D'ISRAËL DEPUIS LE 7 OCTOBRE 2023 ?

Sur le premier point, **le 7 octobre 2023 rebat plusieurs cartes de la lecture du conflit de Netanyahu**. En effet, sa doctrine était que la solution à deux États était source de danger pour Israël, qu'à mesure qu'Israël soit fort, les pays arabes seraient contraints à une coopération et que le Hamas, principal moteur de la cause palestinienne à Gaza, s'isolerait du monde. Et le réel tendait à lui donner raison.

Toutefois, le 7 octobre apporte deux limites à cette stratégie. La première est que, sur le plan régional, **la dynamique d'intégration issue des accords d'Abraham a subi un coup d'arrêt brutal**. Les perspectives d'un accord tripartite historique de normalisation avec l'Arabie saoudite ont été suspendues par Riyad, qui conditionne désormais tout rapprochement formel à des engagements contraignants vers la création d'un État palestinien. Si les relations avec les Émirats arabes unis et Bahreïn ont été maintenues a minima pour préserver les canaux sécuritaires, le réchauffement diplomatique populaire et commercial s'est gelé, illustré par les rappels d'ambassadeurs et les condamnations solennelles des instances de la Ligue des États arabes.

La seconde limite est **la détérioration des relations avec les alliés naturels d'Israël**. Sur le continent européen, la détérioration s'est matérialisée par la reconnaissance de l'État de Palestine par l'Espagne, l'Irlande, la Norvège et même la France sous la pression de leurs opinions publiques respectives face à la riposte israélienne à Gaza. Pire, avec les relations avec Paris se sont

envenimées au fil des passes d'armes publiques et des restrictions d'accès imposées aux industriels de défense israéliens lors des salons d'armement comme Eurosatory. Les positions prises au sein du Conseil des affaires étrangères du Conseil de l'Union européenne traduisent une érosion continue du soutien inconditionnel, sur fond de débats récurrents concernant le respect des clauses de droits de l'homme de l'accord d'association UE-Israël et l'appui apporté par plusieurs capitales aux poursuites engagées devant la Cour internationale de justice et la Cour pénale internationale.

De même, **vis-à-vis des États-Unis, pilier stratégique existentiel, l'élargissement du conflit — en particulier l'escalade directe avec l'Iran — a mis au jour des divergences doctrinales majeures entre Washington et Jérusalem.** Le *Congressional Research Service* (CRS) souligne la discordance fondamentale des objectifs de guerre entre les deux nations sur le dossier iranien : tandis que l'appareil sécuritaire israélien a privilégié une posture offensive maximale visant la décapitation des relais régionaux de Téhéran, voire un changement de régime (*regime change*)¹⁷, l'administration américaine a cherché à sanctuariser la liberté de navigation dans les détroits stratégiques (Ormuz, Bab-el-Mandeb), éviter un choc pétrolier mondial et neutraliser le programme nucléaire iranien par un endiguement ciblé sans embrasement généralisé¹⁸.

Enfin, **cet isolement diplomatique s'est doublé d'une crise majeure pour la sécurité des communautés juives à l'échelle internationale.** Selon L'Agence juive, **en 2024, les actes antisémites recensés ont augmenté de 340% par rapport à 2022 et ont doublé par rapport à 2023**¹⁹. Cette recrudescence a généré de vives tensions au sein des diasporas occidentales, où une frange de la population juive reproche à la coalition menée par Benjamin Netanyahu d'instrumentaliser la question sécuritaire au détriment de l'image internationale d'Israël.

¹⁷ Congress Gov (Blanchard, Christopher M.; Sharp, Jeremy M.; Thomas, Clayton; Zanotti, Jim), [Report U.S. Conflict with Iran](#), Defense & Intelligence; Foreign Affairs; Transportation, 18 septembre 2026.

¹⁸ Ibid.

¹⁹ Agence Juive pour Israël, [Rapport mondial de l'Agence Juive](#) « Un peuple », avril 2026.

UNE SITUATION POLITIQUE FRAGILE MARQUÉE PAR UN DOUBLE SCANDALE

Le 7 octobre 2023 a balayé le deuxième carburant électoral de Netanyahu, à savoir le pivot sécuritaire. En effet, il avait théorisé le « pivot sécuritaire » en 2009 et pourtant Israël subit lors du 7 octobre 2023, les plus graves crimes contre l'humanité de son histoire. Or, **cette attaque terroriste islamiste est perçue comme la plus lourde faillite politique, militaire et du renseignement depuis la création de l'État hébreu**. Les défaillances font l'objet d'un débat fort de la campagne électorale car ils mettent en lumière l'effondrement de la doctrine du « mur de défense » et du *containment* du Hamas. Cet échec stratégique a anéanti la promesse fondamentale de « M. Sécurité », entraînant les démissions successives de hauts responsables de Tsahal et du Shin Bet, tout en plaçant l'exécutif sous la pression constante de l'opinion publique pour la mise en place d'une commission d'enquête d'État indépendante.

Or, cet événement intervient dans une situation politique difficile pour le dirigeant d'Israël. En effet, le premier point de bascule réside dans la judiciarisation directe de l'action du Premier ministre avec une affaire devant les tribunaux pour **corruption, fraude et abus de confiance dans le cadre des dossiers 1000, 2000 et 4000**²⁰. Or, alors que l'enquête dure depuis 2016 et le procès depuis mai 2020²¹, cette affaire a eu des conséquences politiques fortes. Refusant de démissionner, Netanyahu s'est heurté au refus catégorique de ses anciens partenaires de centre-droit de reconduire une alliance sous son autorité. Cet isolement a conduit à la perte temporaire du pouvoir entre juin 2021 et décembre 2022, au profit du « **gouvernement du changement** » hétéroclite mené par Naftali Bennett et Yaïr Lapid, scellant la fin du monopole du Likoud sur la droite modérée.

²⁰ Charlie Summers, « [Les juges redemandent au parquet d'abandonner le chef d'accusation de corruption contre Netanyahu](#) », The Times of Israël, 29 juin 2026.

²¹ Ibid.

Dans cette configuration, pour reconquérir la primauté en décembre 2022, **Benyamin Netanyahu s'est enfermé dans une dépendance absolue envers les franges les plus radicales du champ politique** comme l'intégration de figures de l'extrême droite nationaliste et religieuse — **incarnées au gouvernement par le ministre de la Sécurité nationale Itamar Ben-Gvir et le ministre des Finances Bezalel Smotrich**. Or, cette coalition le conduit à adopter des réformes jugées toujours plus dures sur les questions sécurité, sans pour autant que les indicateurs s'améliorent à ce sujet. Citons, les projets de révision de l'ordonnance sur la police visant à subordonner directement les forces de l'ordre au pouvoir politique, ainsi que le train de réformes judiciaires portées dès 2023, qui ont suscité des contestations de masse et les mises en garde des garants du droit. Paradoxalement, ce virage sécuritaire n'a pas produit les résultats escomptés puisqu'en 2025, Israël a subi 255 meurtres, soit le record de son histoire (hors victimes liées aux conflits)²².

DES DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES

Enfin, la situation économique avant l'élection du 27 octobre 2026 présente des fragilités qui sont inhérentes au modèle de développement économique encouragé par **Netanyahu qui repose sur une forme de croissance économique artificielle où les dépenses publiques ne se traduisent pas toujours en résultats micro-économiques**.

Tout d'abord et non des moindres, **le coût de la guerre est très important pour l'État hébreu**. Selon le gouverneur de la Banque centrale israélienne, **il atteindrait en juin 2026, près de 120 milliards d'euros soit près de 20% du PIB d'Israël**²³. En France, cela équivaldrait à 600 milliards d'euros, soit plus que les budgets des retraites ! En effet, selon la Banque centrale israélienne, **en 2025, les dépenses de défense et d'indemnisation ont fait bondir le déficit public au-delà de 6,6 % à 8 % du PIB à la suite des**

²² **Maurice Ifergan**, [Criminalité record chez les Arabes israéliens : Maurice Ifergan alerte sur une situation "hors de contrôle"](#), I24 News, 22 janvier 2026.

²³ **La Tribune via AFP**, [17 % du PIB : le coût colossal de la guerre pour Israël](#), La Tribune, 8 juin 2026.

hostilités (contre un déficit contenu à 4,2 % fin 2023)²⁴. Cela entraîne une progression très forte du ratio **dette publique/PIB, qui a franchi la barre des 68 % à 70 % (après avoir atteint un point bas sous les 60 % avant la crise).** Cette dérive a contraint le Trésor à multiplier les émissions obligataires sous des primes de risque accrues.

D'autant plus que ce dérapage financier n'a pas été compensé par des baisses de dépenses publiques ciblées. Par exemple, il a été maintenu des **concessions politiques accordées aux partenaires ultra-orthodoxes pour préserver la coalition gouvernementale.** De surcroît, dans le cadre des accords budgétaires, **le gouvernement a sanctuarisé et augmenté les fonds discrétionnaires de coalition : plusieurs milliards de shekels alloués aux réseaux d'écoles talmudiques (yechivot) et aux allocations pour les étudiants religieux non intégrés au marché du travail, sans contrepartie sur l'apprentissage des matières fondamentales (anglais, mathématiques).** Cette politique a suscité de vives critiques de la part des hauts fonctionnaires du ministère des Finances et de la Banque centrale, qui pointent le coût d'éviction de ces rentes au détriment des infrastructures civiles et de la reconstitution des marges budgétaires d'urgence.

Mais l'endettement public causé par la guerre n'est pas la seule difficulté économique. **La population israélienne fait face à une crise aiguë du pouvoir d'achat.** Si le taux d'inflation est globalement maîtrisé malgré quelques secousses après le début de la guerre en Ukraine, **il demeure stable sous les 3% depuis le début 2026 et cela, malgré la crise énergétique mondiale lié à la fermeture du Détroit Ormuz.** Israël peut compter sur de larges provisions et stocks de gaz et de carburant.

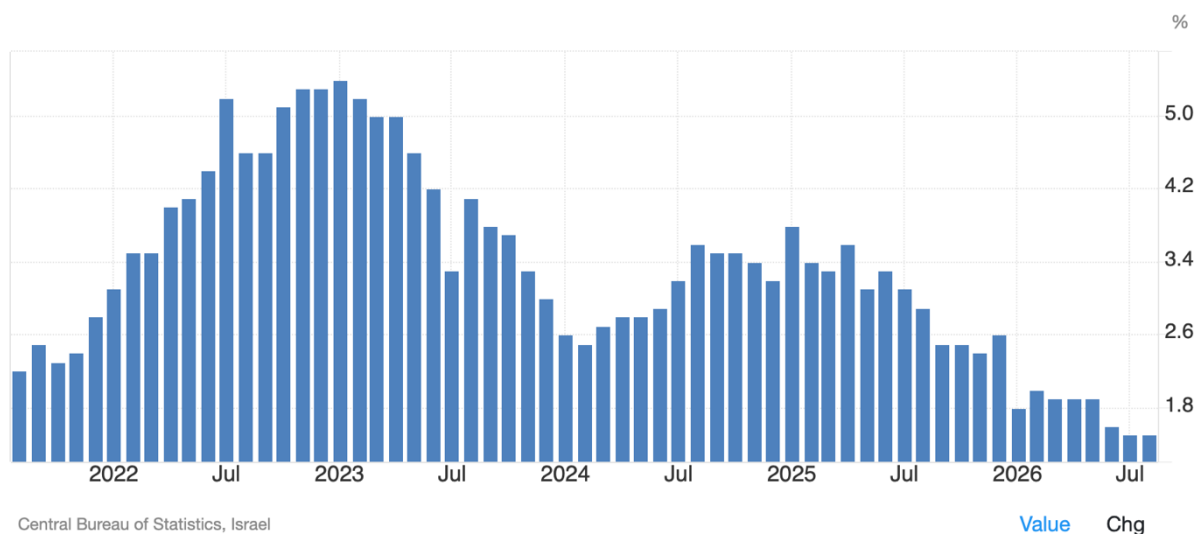
En revanche, il est à noter que l'inflation est une problématique beaucoup plus forte en Israël que chez nous en raison d'un niveau général des prix bien plus élevé qu'en Europe. Selon l'OCDE²⁵, **le niveau général des prix en Israël est d'environ 23 % à 30 % plus élevé que la moyenne des pays de l'OCDE,**

²⁴ Bank of Israel, [Bank of Israel annual report](#), Edition 2025, 23 mars 2026.

²⁵ OCDE, [OECD Economic Survey : Israël 2023](#), Report 2023.

particulièrement sur les biens de consommation courante, l'alimentation, les services et le logement. Sur ce dernier point, la crise du logement s'est invitée dans les thèmes de campagne de l'élection. En effet, **les annulations d'achats immobiliers ont par exemple augmenté de 41% depuis janvier 2026**²⁶ illustrant la perte de confiance des acteurs économiques.

Figure – **Évolution du taux d'inflation en Israël depuis 2021, Trading Economics**²⁷



Enfin, le dernier paramètre économique en berne en Israël se situe au niveau des inégalités. La croissance du PIB/habitant n'a pas profité à tous les Israéliens et certaines régions du territoire, notamment en périphérie dans le Nord et dans le Sud, demeurent enclavées malgré les efforts du Gouvernement de mieux répartir la croissance. En conséquence, **la taille de la classe moyenne israélienne n'atteint pas la taille moyenne des pays de l'OCDE, 54,4% en Israël, contre 62% dans le reste des pays de l'OCDE**²⁸.

Ainsi, mathématiquement, un PIB par habitant supérieur à la moyenne européenne, mais un poids moins important de la classe moyenne, **signifie que Israël a un taux de pauvreté plus important que les pays européens.**

²⁶ **I24 News**, [Immobilier en Israël : les annulations d'achats de logements bondissent de 41 %](#), 12 août 2026

²⁷ **Trading Economics**, [Taux d'inflation en Israël](#), août 2026.

²⁸ **Centre Avda**, [État des lieux social 2026](#), Alliance for Middle East peace, juillet 2026.

Pour cause, selon **la Sécurité sociale israélienne²⁹, 2 millions d'Israéliens vivent sous le seuil de pauvreté, soit 20,7% de la population.** Sans l'État providence israélien, la Sécurité sociale estime que ce taux dépasserait les 30% de la population³⁰. Le taux d'espérance de pauvreté chez les enfants est le deuxième plus important des pays de l'OCDE après le Costa Rica.

Surtout, le taux de pauvreté n'est pas distribué de la même façon selon l'origine ethnique. En effet, **48,7% des Arabes israéliens ne couvrent pas toutes leurs dépenses mensuelles, selon l'Assurance Maladie, contre 22,7% des Juifs Israéliens³¹.**

²⁹ Assurance Maladie Israël, [Rapport 2024 sur la pauvreté de l'Assurance Nationale](#), 29 janvier 2026.

³⁰ Ibid.

³¹ Ibid.

LE VOTE DU 27 OCTOBRE 2026 : UN RÉFÉRENDUM POUR OU CONTRE NETANYAHU ?

LA SITUATION POLITIQUE D'ISRAËL AVANT LE VOTE DU 27 OCTOBRE

LES GRANDS ÉQUILIBRES PARLEMENTAIRES ET POLITIQUES

En vue des élections législatives prévues pour le 27 octobre 2026, il semble fondamental de revenir brièvement sur l'organisation du régime électoral israélien, et notamment la *Knesset*.

Comme indiqué plus haut, la Knesset est la branche législative du Gouvernement. Elle joue également un rôle constitutif dans la création d'une constitution pour l'Etat d'Israël. La Knesset supervise également le travail du Gouvernement (le pouvoir exécutif) et exerce plusieurs rôles quasi-judiciaires³². En tant qu'organe électoral, elle élit le Président de l'Etat et le Contrôleur d'Etat (en charge de l'inspection, l'examen et l'audit des politiques et opérations du Gouvernement). Numériquement parlant, la Knesset est localisée à Jérusalem et comporte **120 membres**.

La façon dont les membres sont élus est spécifique :

Il est à noter que **les membres de la Knesset ne sont pas élus directement, mais uniquement en tant que membres de listes spécifiques qui participent aux élections générales**. L'article 4 de la *Basic Law* israélienne sur la Knesset (adoptée à l'origine en 1958)³³ établit que la Knesset doit être élue au suffrage universel, national, direct, égal, secret et proportionnel.

³² [Three Branches of Government](#)

³³ [BasicLawTheKnesset.pdf](#)

Le mode de scrutin est proportionnel intégral. Ce qui signifie, comme le rappelle Myriam Shermer, dans l'introduction de son ouvrage *Knesset 2026*³⁴, « *que l'ensemble du pays forme une seule circonscription nationale* ».

Le nombre de sièges attribués à chaque liste est proportionnel au nombre de voix obtenues au niveau national. Cependant, pour qu'une liste qui participe aux élections soit représentée à la Knesset, **elle doit franchir le seuil électoral de qualification, qui est actuellement de 3,25%**, comme nous l'avons vu précédemment.

Une Knesset est élue pour un mandat de quatre ans, mais elle peut se dissoudre avant la fin de cette période si une loi de dissolution est adoptée, ce qui détermine également la date des prochaines élections.

Les 120 membres de la Knesset sont élus dans une circonscription nationale unique, à la représentation proportionnelle, sur des **listes fermées**.

Une fois les élections de la Knesset abouties, les listes de candidats ayant franchi le seuil d'éligibilité susvisé obtiennent un nombre de sièges à la Knesset proportionnel à leur « force » électorale.

Cette distribution est faite selon la méthode suivante, connue sous le nom de « **Méthode de Bader-Ofer** » :

On additionne tous les suffrages, puis on calcule un quotient général correspondant au nombre de voix nécessaire pour obtenir initialement un siège :

$$Q = \frac{\text{Voix valides des listes ayant franchi le seuil}}{120}$$

Généralement, comme la première répartition attribue habituellement moins de 120 sièges, les sièges restants sont distribués selon la méthode Bader-Ofer susvisée.

³⁴ Editions Hermann, 2026

En somme, pour chaque liste – ou paire de listes ayant conclu un accord de surplus – on calcule un quotient de type D'Hondt³⁵, ce qui donnerait :

$$\text{Quotient de la liste } i \text{ pour le prochain siège} = \frac{\text{Voix valides obtenues par la liste } i}{\text{Sièges déjà attribués à la liste } i + 1}$$

A noter que le « + 1 » représente ici le siège supplémentaire susceptible d'être attribué.

Ainsi, **le siège supplémentaire revient au quotient le plus élevé et l'opération est répétée jusqu'à l'attribution des 120 sièges.** Deux listes peuvent conclure ce qu'on appelle communément un « **surplus-vote agreement** », permettant à chaque paire de regrouper leurs voix excédentaires lors de l'attribution des sièges à la Knesset, augmentant ainsi les chances pour l'un des partis d'obtenir un siège supplémentaire.

Rappelons que les dernières élections législatives israéliennes du 1^{er} novembre 2022 ont élu la Knesset No 25. **Le site officiel de la Knesset donne à ce titre 4 764 742 suffrages valides, un seuil électoral de 3,25%, et indique enfin 36 227 voix par mandat**³⁶.

Le résultat final illustre le fait que le nombre de sièges n'est donc pas simplement le pourcentage national multiplié par 120. Ci-dessous la table illustrative des élections de 2022, extraite du site officiel de la Knesset³⁷ :

³⁵ Méthode qui répartit un nombre fixé de sièges entre des listes selon leurs nombres de voix. On divise le total de chaque liste par 1, 2, 3 etc. puis on attribue les sièges aux quotients les plus importants, jusqu'à atteindre le nombre prévu.

³⁶ <https://main.knesset.gov.il/en/about/history/pages/knessethistory.aspx?kns=25>

³⁷ *Idem*

Name of list	Number of valid votes	Votes in percentages	Number of seats
Likud	1,115,336	23.41	32
Yesh Atid	847,435	17.79	24
Religious Zionism	516,470	10.84	14
National Unity Party	432,482	9.08	12
Shas	392,964	8.25	11
United Torah Judaism	280,194	5.88	7
Yisrael Beiteinu	213,687	4.48	6
United Arab List (Ra'am)	194,047	4.07	5
Hadash-Ta'al	178,735	3.75	5
Labor	175,992	3.69	4

L'exemple le plus parlant est celui du parti Likud. **Avec 23,41% de l'ensemble des suffrages valides, une simple proportion donnerait : $23,41\% \times 120 = 28,1$ sièges, alors que, comme l'illustre le tableau ci-dessus, le parti en obtient 32.** L'explication est assez simple en réalité. Cet écart provient du fait que les voix données aux listes sous le seuil des 3,25% requis sont exclues de la répartition des 120 sièges, puis de l'application de la méthode de Bader-Ofer (développée plus haut) aux sièges résiduels.

LA PUBLICATION DES CANDIDATS A LA LÉGISLATIVE

Plusieurs journaux israéliens suivent sérieusement les évolutions liées aux élections à venir du 27 octobre 2026 (pour la 26^{ème} Knesset). Citons à titre d'exemple d'i24 News ou encore Times of Israel, sans être exhaustif.

La liste finale des partis en lice pour les élections d'octobre 2026 a été publiée le mardi 8 septembre 2026. A titre d'illustration, nous avons reproduit la liste des partis, par ordre d'enregistrement, ci-dessous :

1. Beyahad, dirigé par Naftali Bennett
2. Yashar, dirigé par Gadi Eisenkot
3. Sharshar, pour l'amour et l'unité HaMahane HaMamlahti
4. Partenariat pour tous
5. Les Pirates
6. Amkha Yisrael, dirigé par Ofer Winter
7. Yisrael Rishona, dirigé par Sharren Haskel
8. Gan Eden
9. La Voix des Femmes
10. Ensemble, nous réussirons
11. Yisrael Beytenu, dirigé par Avigdor Liberman
12. Loi juste
13. Shema
14. Otzma Yehudit, dirigé par Itamar Ben Gvir
15. Nouvel Ordre
16. HaMilouimnikim – Économie, dirigé par Yoaz Hendel
17. Le parti Les Démocrates, dirigé par Yaïr Golan
18. Liste Arabe Unie (Ra'am), dirigé par Mansour Abbas
19. Shas, dirigé par Aryeh Deri
20. HaTzibur HaHaredi
21. Toi et moi, le Parti du peuple israélien
22. Alliance éternelle
23. Réformer le système électoral et de gouvernance
24. Le Bloc biblique
25. Sécurité sociale
26. La lumière de l'aube, un parti pour tous
27. Sécurité personnelle
28. La couleur noire, protectrice du monde de la Torah
29. Le **Likud**, dirigé par Benjamin Netanyahu
30. Kakhol Lavan, dirigé par Benny Gantz
31. HaTzionout HaDatit – Zehut, dirigé par Bezalel Smotrich
32. Le Mouvement Ahi
33. La Maison d'Israël Junction
34. Rédemption
35. La Liste unifiée, dirigée par Yousef Jabareen
36. Le Parti Hakahal, un parti pan-haredi
37. Yahadout HaTorah, dirigé par Yaakov Asher
38. Noam

Source : *Times of Israel*, « la campagne israélienne prend forme avec 38 partis en lice, du Likud à la Liste arabe unie », 9 septembre 2026³⁸

La presse locale semble décrire une élection plutôt ouverte, caractérisée moins par une domination nette d'un camp que la difficulté à construire une

³⁸ **The Times of Israël**, [La campagne israélienne prend forme avec 38 partis en lice, du Likud à la Liste arabe unie](#), STAV LEVATON, ARIELA KARMEL et EMANUEL FABIAN, 9 septembre 2026.

majorité de 61 sièges. Les sondages compilés par le site de web officiel de la société de radiodiffusion publique israélienne KAN illustrent bien la progression du parti yashar de Gadi Eisenkot, crédité de 24 sièges dans le dernier sondage affiché, devant le Likud (Benjamin Netanyahu)³⁹.

Le Likud reste néanmoins autour de 20 sièges et conserve une base électorale assez importante.⁴⁰ La nouvelle dynamique de Gadi Eisenkot est une des nouveautés évidentes de cette période de campagne électorale. Le candidat fait cependant l'objet de polémiques très tendancieuses depuis septembre 2026. En effet, d'aucuns l'affublent de vouloir intégrer le parti politique islamiste Ra'am au sein de sa future coalition gouvernementale, ce qui fut rapidement démenti par Eisenkot lui-même⁴¹.

Plus précisément, les thèmes mis en avant par les différents partis doivent être mentionnés, pour comprendre ce qui constitue, en fonction des points des partis, la priorité des votants à l'heure actuelle.

³⁹ [מרכז הסקרים של כאן חדשות: כל סקרי המנדטים בבחירות 2026](#)

⁴⁰ <https://www.haaretz.com/israel-news/elections/2026-09-23/ty-article/israel-election-poll-eisenkots-bloc-beats-netanyahu-as-likud-gains-ground/000001a0-cafa-df8e-a3ff-ffffd6250000>

⁴¹ <https://www.jpost.com/israel-election-2026/article-908816>

LES THÈMES DE LA CAMPAGNE

Concentrons-nous sur les 3 partis principaux (en fonction des mandats escomptés pour chacun d'entre eux) :

- Le Likud (dirigé par Benjamin Netanyahu)
- Yashar (dirigé par Gadi Eisenkot)
- Beyahad (dirigé par Naftali Bennett).

Le 18 septembre 2026, Benjamin Netanyahu a lancé la campagne du Likud pour les législatives à venir, sur un **registre quasi exclusivement sécuritaire⁴², se présentant comme le seul rempart vis-à-vis des rivaux accusés d'être en faveur de concessions territoriales**. En fait, le Likud mise sur un discours sécuritaire pour contrer les critiques persistantes liées à l'échec du 7 octobre 2023. Ceci n'est pas étonnant puisque les circonstances géopolitiques sont loin d'être rassurantes : **aucun deal n'a été trouvé à la suite de la visite de la délégation américaine** (menée par Jared Kushner en Israël puis en Egypte) sur le désarmement du Hamas, la question du Sub-Liban n'est toujours pas résolue, la Turquie accélère la mise en œuvre des moyens pour renforcer l'armée syrienne...tout ceci corrobore ou à tout le moins justifie la position sécuritaire mise en avant par le chef du Likud.

Le parti centre-gauche (Yashar) de Gadi Eisenkot mise sur la culpabilité du Gouvernement concernant la gestion prétendument mauvaise de la question sécuritaire ayant mené aux attaques du 7 octobre 2023. Le parti a d'ailleurs diffusé trois vidéos électorales plutôt remarquées sur les réseaux sociaux, chacune s'ouvrant sur l'image du premier ministre Benjamin Netanyahu et interpellant ce dernier directement, à tel point que le 18 septembre, le Likud a déposé un recours devant le juge Noam Sohlberg, président du Comité central des élections, réclamant leur retrait immédiat. Le Likud accuse le parti Yashar de s'appuyer sur des sources journalistiques trompeuses et dénonce une « interférence déloyale » dans le scrutin, avec les élections qui s'approchent...

⁴² <https://www.youtube.com/watch?v=iXEW3UvSrao>

Enfin, à titre d'illustration, **la campagne met en avant l'unité du bloc anti-Netanyahu — Bennett se disant prêt à renoncer au poste de chef du gouvernement pour la préserver** — tout en assumant les leçons tirées de son gouvernement de 2021-2022. Sur le fond, Beyahad porte un plan sécurité-diplomatie conjoint (restauration des liens avec les États-Unis et l'UE, éviction de la Turquie et du Qatar de la gestion de Gaza au profit de l'Égypte, fermeté envers le Hezbollah) et **se distingue par un positionnement territorial très à droite : rejet d'un État palestinien**⁴³, soutien à l'expansion des colonies et exigence d'un contrôle sécuritaire israélien jusqu'au Jourdain, présenté comme renforcé depuis le 7 octobre. Le parti doit aussi composer avec le débat, commun à d'autres partenaires de l'opposition, sur l'intégration ou non de partis arabes dans une future coalition, et avec des attaques du camp Netanyahu s'appuyant sur des images truquées par IA.⁴⁴

⁴³ <https://www.youtube.com/shorts/y1dhsUgCz9g>

⁴⁴ <https://www.noonpost.com/en/384379/>

LA PREMIÈRE ÉLECTION DEPUIS LE 7 OCTOBRE 2023 : VERS UN VOTE SANCTION OU UN EFFET DRAPEAU ?

L'élection du 27 octobre 2026 s'annonce particulière et peut tendre soit vers un vote sanction ou vers un effet drapeau, selon l'évolution de la campagne.

ARGUMENTS EN FAVEUR D'UN VOTE SANCTION

Une absence de Commission d'enquête parlementaire post 7 octobre 2023

Le massacre malheureusement bien connu de *Simhat Torah* du 7 octobre 2023 est un sujet en réalité crucial, à l'aune des élections d'octobre 2026. Rappelons simplement qu'avant le 7 octobre 2023, le Gouvernement Netanyahu disposait lors de son investiture (28 décembre 2022) d'une solide majorité de 64 députés. Netanyahu profite alors de cet élan pour multiplier les initiatives en faveur d'une consolidation de l'identité juive. C'est ainsi que se crée en mai 2023, via un vote du cabinet du gouvernement israélien, l'Autorité de l'identité nationale juive (*Jewish National Identity Authority*), qui a notamment pour rôle de superviser les programmes liés à l'identité juive dans les institutions publiques, les ministères et le système éducatif.

Puis surviennent donc les événements du 7 octobre 2023. Les opposants au Gouvernement de Netanyahu multipliant les tentatives de culpabilisation, **le principal ressort d'un vote sanction étant, à ce jour, l'absence d'une commission d'enquête d'Etat indépendante comparable aux précédents examens de responsabilité.** En réalité, l'Etat fait valoir "*qu'il n'a pas eu le temps d'adopter le texte sur la commission d'enquête politique*"⁴⁵. Cette proposition de loi a pourtant été adoptée en première lecture le 7 juillet 2026⁴⁶. Pourquoi ?

⁴⁵ <https://fr.timesofisrael.com/le-gouvernement-exclut-toute-enquete-le-7-octobre-avant-les-elections-et-exhorte-la-haute-cour-a-ne-pas-intervenir/>

⁴⁶ <https://main.knesset.gov.il/news/pressreleases/pages/press06072026p.aspx>

Le principal ressort d'un vote sanction est l'absence, à ce jour, d'une commission d'enquête d'État indépendante comparable aux précédents grands examens de responsabilité. Le gouvernement a privilégié ou envisagé **des dispositifs dont la composition serait davantage contrôlée par les responsables politiques.** Les familles de victimes et une large partie de l'opposition demandent une commission indépendante. Le journal *Reuters* a documenté les critiques⁴⁷. Les détracteurs affirment que cette mesure contourne la loi israélienne de 1968 sur les commissions d'enquête, en vertu de laquelle le président de la Cour suprême nomme une commission indépendante chargée d'enquêter sur les défaillances majeures de l'État, telles que celles qui ont précédé la guerre du Yom Kippour de 1973. **Au 20 septembre 2026, 75 % des Israéliens soutiennent l'établissement d'une commission d'État d'enquête sur le 7-Octobre, dont 52 % des électeurs de la coalition**⁴⁸.

Jouer la montre sur ce sujet, à l'approche des élections à venir d'octobre 2026 n'est pas forcément la meilleure solution pour le Gouvernement Netanyahu, ceci risquant plus d'entacher sa popularité auprès des Israéliens et son pouvoir de coalition qu'autre chose.

L'exemple de Golda Meir

L'exemple de Golda Meir montre qu'en Israël, **une crise sécuritaire provoquée par une attaque perçue comme existentielle peut être lourdement sanctionnée politiquement, même lorsque cette sanction n'est pas immédiate.** Première ministre au moment de la guerre du Kippour, Golda Meir incarnait directement la responsabilité du pouvoir en place : celle d'un leadership historique, associé à la sécurité nationale, mais fragilisé par l'échec du renseignement et de la préparation militaire. Aux élections de décembre 1973, son camp recule nettement : l'*Alignement* de

⁴⁷ <https://www.reuters.com/world/middle-east/netanyahu-coalition-pushes-contentious-oct-7-attack-probe-families-call-justice-2025-12-24/>

⁴⁸ <https://www.haaretz.com/israel-news/elections/2026-09-20/ty-article/.premium/as-october-7-approaches-israel-remains-divided-over-accountability-and-failure/000001a0-bb4b-d160-a3ae-bfcf78c90000>

Golda Meir recule (passant de 56 à 51 sièges et de 46,2% à 39,6% des voix), tandis que le Likoud progresse à 39 sièges. Meir parvient encore à former un gouvernement, mais son autorité est déjà fragilisée – elle démissionnera quelques mois plus tard, après la publication du rapport *Agranat*⁴⁹.

Ce sont précisément le rapport intermédiaire de la commission *Agranat* ainsi que la montée des protestations publiques qui rendent finalement son maintien intenable et conduisent à sa démission en avril 1974. La leçon est donc importante : face à une rupture sécuritaire majeure, les Israéliens peuvent sanctionner sévèrement leurs dirigeants, non seulement dans les urnes, mais aussi dans le temps politique qui suit, lorsque l'enquête institutionnelle et la pression sociale achèvent de délégitimer le leadership en place.

La diaspora : une base de votants déterminante ?

Pour la première fois dans l'histoire politique israélienne, la diaspora émerge comme un acteur potentiellement décisif. Entre 800 000 et 1 million d'Israéliens vivent actuellement à l'étranger, dont environ la moitié aux États-Unis⁵⁰. En revanche, il est à noter que, contrairement à la plupart des démocraties, Israël n'autorise pas le vote par correspondance : les expatriés doivent revenir physiquement dans le pays pour voter⁵¹.

Cette contrainte n'a jamais freiné les mobilisations massives, mais l'engagement de la diaspora pour l'élection du 27 octobre revêt une ampleur inédite. L'initiative « Fly & Vote », lancée par la coalition ***America-Israel Democracy*** (AID), aide les Israéliens à l'étranger à organiser leur retour. Environ 30 000 à 35 000 personnes se sont déjà inscrites — un chiffre qui reflète l'urgence perçue⁵². **Le nombre d'Israéliens quittant le pays a doublé**

⁴⁹ <https://en.idi.org.il/israeli-elections-and-parties/elections/1973/>

⁵⁰ <https://www.spokesman.com/stories/2026/sep/16/netanyahus-party-tries-to-stop-us-group-helping-is/>

⁵¹ <https://religionnews.com/2026/09/17/for-israelis-abroad-a-high-stakes-election-means-a-long-trip-home/>

⁵² <https://www.jewishnews.co.uk/30000-israelis-sign-up-to-fly-home-to-vote-in-upcoming-election/>

en 2024 et 2025, atteignant 70 000 départs en 2024, dont environ la moitié vers l'Amérique du Nord⁵³. Ces migrants sont disproportionnellement jeunes, hautement éduqués et séculiers, ce qui en ferait probablement des électeurs centristes ou de gauche⁵⁴.

L'enjeu arithmétique n'est pas anecdotique : **selon une étude, en 2022 environ 36 227 votes correspondaient à un siège à la Knesset**⁵⁵. Avec une impasse attendue entre les deux blocs, le vote diaspora pourrait basculer l'équilibre. Netanyahu et le Likud ont d'ailleurs tenté de bloquer Fly & Vote, tandis que des rapports suggéraient que le ministère des Transports avait envisagé de limiter les vols vers Israël avant le scrutin⁵⁶. Cette bataille politique elle-même illustre la crainte du bloc pro-Netanyahu : la diaspora, largement opposée aux réformes judiciaires de 2022, vote massivement pour l'opposition⁵⁷.

ARGUMENTS EN FAVEUR D'UN EFFET DRAPEAU

Au déclenchement des hostilités en mars 2026, **le Likoud a brièvement bénéficié d'un "effet drapeau", grimpant jusqu'à 31 sièges dans les projections**. Cependant, la signature du cessez-le-feu avec Téhéran le 8 avril 2026 a marqué le début d'une chute brutale.

Ainsi, selon un sondage de juin 2026 mené par l'agence Anadolu (agence de presse du gouvernement turc), **la crédibilité de Netanyahu concernant sa gestion du conflit avec l'Iran fut très entachée, avec 56,4% des Israéliens sondés qui estimaient que Netanyahu a échoué dans la conduite de la guerre contre l'Iran**. Plus globalement, un sondage du quotidien israélien Maariv paru au printemps 2026 indiquait que 63 % des Israéliens se disent insatisfaits des résultats globaux obtenus sous son commandement.

⁵³ <https://forward.com/news/838622/israeli-elections-netanyahu-abroad-aid-coalition/>

⁵⁴ *Idem*

⁵⁵ *Idem*

⁵⁶ <https://edition.cnn.com/2026/09/19/middleeast/israel-election-netanyahu-expatriates-intl>

⁵⁷ <https://www.timesofisrael.com/likud-threatens-legal-action-against-initiative-to-bring-israelis-abroad-back-to-vote/>

Rappelons aussi que l'enquête menée en juin 2026 par l'Université hébraïque de Jérusalem en collaboration avec l'Institut AGAM (rattaché à ladite Université) a relevé que, parmi les Israéliens interrogés, **92% ont jugé que l'Iran a remporté la guerre. Plus important encore, 83% des sondés estimaient que la sécurité à long terme d'Israël a été affaiblie**⁵⁸.

L'avenir et la stabilité du pays sont donc une source majeure d'inquiétude pour les Israéliens, ce qui se comprend. Malgré les points mentionnés ci-dessus, force est de constater que les élections législatives à venir confortent l'idée qu'une bonne partie de la base électorale semble conservée. Ce maintien est d'ailleurs confirmé par le sondage inséré plus haut, selon lequel Yashar d'Eisenkot obtiendrait 24 sièges et le Likud 20.

Quelles conséquences sur les prévisions de vote en cas d'embrassement de la guerre ?

En réalité, la guerre Iran-USA ne tarit pas. Pis encore, l'actualité récente semble présager d'une reprise des frappes contre l'Iran. C'est à tout le moins ce que le commandement militaire a déclaré le 20 septembre 2026, arguant avoir été informé que les Etats-Unis prépareraient une attaque massive⁵⁹. L'inquiétude vient en grande partie des attaques répétées des Houthis (proxy iranien) sur l'Arabie Saoudite, visant notamment ses infrastructures énergétiques. L'Arabie Saoudite est donc de facto entraînée dans le conflit. Mais ceci pose des problématiques plus larges. En effet, rappelons tout d'abord que l'Arabie Saoudite est l'un des signataires de l'Accord de défense conjointe de la Mecque, avec la Turquie et le Pakistan, signé le 7 août 2026. Ledit Accord a, entre autres, pour objectif de reproduire l'essence de l'article 5 du Traité de l'OTAN⁶⁰.

⁵⁸ [Sondage : une majorité d'Israéliens estime que l'Iran a remporté la guerre](#)

⁵⁹ <https://www.haaretz.com/middle-east-news/iran/2026-09-20/ty-article/iran-warns-of-new-u-s-attack-threatens-sustained-retaliation-across-region/000001a0-bf3c-d9a4-adf9-bffd64c50000>

⁶⁰ Sur la base de l'article 51 de la Charte des Nations Unies, l'article 5 du Traité de l'OTAN énonce qu'une attaque contre l'une ou plusieurs des parties en cause sera considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties (...).

Or, les Houthis agissant de façon agressive depuis plusieurs semaines vis-à-vis de l'Arabie Saoudite, le rôle d'Israël dans cette crise sera déterminant. Selon les informations rapportées par des journaux israéliens et asiatiques⁶¹, l'Arabie Saoudite aurait sollicité, par l'intermédiaire du CENTCOM américain, une aide israélienne en matière de renseignement concernant les Houthis et la zone de Bab-el-Mandeb. La coordination est à date limitée entre les deux pays mais l'on pourrait supputer un nouvel élan pour les Accord d'Abraham signés en 2020.

Rappelons que ces accords ont pour but de normaliser les relations entre Israël et plusieurs Etats arabes. Cependant, l'Arabie Saoudite, ni la Syrie d'ailleurs, n'en sont signataires. Et prenant en compte les provocations régulières de la Turquie vis-à-vis d'Israël, cette hypothèse n'est pas forcément évidente mais peut s'avérer être une bénédiction pour Netanyahu, dans ce contexte électoral. C'est d'ailleurs en marge de la 81ème Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies (ONU), dont le Débat général s'est tenu du 22 au 28 septembre 2026, qu'Emmanuel Macron a annoncé le 24 septembre l'envoi prochain de « moyens militaires »⁶² à destination de l'Arabie Saoudite, incluant notamment des soldats, des radars, des systèmes de défense aérienne (à l'instar du SAMP/T, système sol-air basé conçu pour intercepter des missiles balistiques, vecteurs aériens et drones à grande vitesse). Le calendrier est incertain mais l'engagement aux côtés de l'Arabie Saoudite semble crédible. Le président français a tenu des propos qui ont plutôt discrédité Israël. Or, ce dernier aurait tout intérêt à renforcer ses liens diplomatiques qui pourraient renforcer la probabilité d'anéantir les proxies iraniens pour de bon.

En sus de cela, notons que lors du premier jour du Débat général, le président américain Trump a d'abord affirmé qu'il ne permettra jamais à l'Iran de se doter de l'arme nucléaire mais a confirmé que les Etats-Unis ont

⁶¹ <https://www.eurasiantimes.com/saudi-turns-to-israel-for-help-as-houthis-push-forward-makkah-pact-allies-hold-back/>

⁶² Le Monde, Dimanche 27 et lundi 28 septembre 2026, "Entre Paris et Riyad, une discrète coopération », page 2

des armes et les moyens de faire la guerre. Il a aussi invité les pays en présence à se rallier aux sanctions économiques vis-à-vis de l'Iran. Enfin, Donald Trump a fait un parallèle entre le 11 septembre 2001 et le 7 octobre 2023.

Du point de vue d'Israël, le Premier Ministre Benjamin Netanyahu s'est exprimé jeudi 24 septembre et a abondamment pourfendu les détracteurs d'Israël. Ce dernier est revenu sur les attaques du 7 octobre 2023 en mettant en exergue les atrocités commises par le Hamas. Un des thèmes traités est la sécurité nationale du pays, mais pas uniquement. De façon téméraire, Benjamin Netanyahu a rappelé que Trump et lui-même ont fait « la promesse d'empêcher le développement par l'Iran de l'arme nucléaire »⁶³, déclaration non anodine et qui pourrait renforcer sa cote auprès de ses sympathisants.

La grogne vis-à-vis de Netanyahu suffira-t-elle à faire poindre une alternative solide ?

Il est vrai que les événements récents sont loin d'encenser le premier ministre Netanyahu. Le journal *Le Monde*⁶⁴ relayait récemment l'enquête réalisée par le quotidien israélien *Haaretz*, faisant état du fait que le président émirati aurait informé Netanyahu dix jours avant l'attaque du Hamas du 7 octobre 2023. Et le candidat Eisenkot de déclarer suite à ces « révélations » que Netanyahu n'est « *pas apte à diriger* ».

Il est très probable que l'intention de nombre d'israéliens est de poursuivre avec un Gouvernement qu'ils connaissent déjà et qui gère, tant bien que mal, les attaques et guerres liés à l'Iran et ses proxies. Peut-être que le passé d'Eisenkot, en tant qu'ancien chef d'état major, séduit une partie des israéliens, ce qui n'est pas incohérent, mais la peur d'acter un changement en cette période plus que trouble serait peut-être plus inquiétante...

⁶³ <https://www.timesofisrael.com/full-text-of-netanyahus-speech-we-wont-let-the-world-shove-a-terror-state-down-our-throat/>

⁶⁴ Le Monde, jeudi 10 septembre 2026

LES 10 VARIABLES CLÉS DU VOTE

LA TAILLE DU CORPS ÉLECTORAL

Variable n°1 : **Le niveau de la participation**

L'histoire électorale d'Israël se structure en trois vagues de participation : **une phase fondatrice (1949-1973) à des niveaux records (78 % à 87 %), une période parasitée par les conflits et le déclin du modèle travailliste (1973-2009) avec un creux historique sous les 64 % en 2006, puis un cycle de sursaut polarisé autour de Benjamin Netanyahu et de ses démêlés judiciaires (2009-2022) oscillant entre 67 % et 72 %.**

Paradoxalement, les lendemains immédiats de crises militaires majeures se traduisent par une démobilisation civique, comme en témoignent l'élection post-Yom Kippour de décembre 1973 (recul de 2,6 points) ou celle de 2006 consécutive à la seconde Intifada (chute sous 64 %). Ce reflux s'explique par un épuisement moral généralisé, le deuil collectif et un désenchantement profond face aux appareils partisans.

À l'inverse, les élections de conquête menées par Netanyahu (1996, 2009, 2022) s'accompagnent d'un bond de participation (+3,2 points en 2022), Bibi excellant à dramatiser le scrutin en combat existentiel pour réactiver les périphéries. **Pour le scrutin du 27 octobre 2026, l'arbitrage dépendra de la domination soit de la fatigue post-traumatique du 7 octobre, soit de cette dramatisation plébiscitaire.**

Tableau – **La participation à toutes les élections législatives israéliennes depuis 1949**, Knesset⁶⁵

Élection / Knesset	Année	Participation (%)
1 ^{re} Knesset	1949	86,9 %
2 ^e Knesset	1951	75,2 %
3 ^e Knesset	1955	82,8 %
4 ^e Knesset	1959	81,6 %
5 ^e Knesset	1961	81,4 %
6 ^e Knesset	1965	83,0 %
7 ^e Knesset	1969	81,2 %
8 ^e Knesset	1973	78,6 %
9 ^e Knesset	1977	79,2 %
10 ^e Knesset	1981	77,8 %
11 ^e Knesset	1984	78,8 %
12 ^e Knesset	1988	79,7 %
13 ^e Knesset	1992	77,4 %
14 ^e Knesset	1996	79,3 %
15 ^e Knesset	1999	78,7 %
16 ^e Knesset	2003	67,8 %
17 ^e Knesset	2006	63,5 %
18 ^e Knesset	2009	64,7 %
19 ^e Knesset	2013	67,8 %
20 ^e Knesset	2015	72,4 %
21 ^e Knesset	Avril 2019	68,5 %
22 ^e Knesset	Sept. 2019	69,8 %
23 ^e Knesset	2020	71,5 %
24 ^e Knesset	2021	67,4 %
25 ^e Knesset	2022	70,6 %

⁶⁵ Knesset

Variable n°2 : **Le comportement spécifique des abstentionnistes**

Le comportement abstentionniste en Israël repose sur une géographie électorale asymétrique où les secteurs ultra-orthodoxes et la bourgeoisie laïque de gauche votent traditionnellement à plus de 75-80 %.

À l'inverse, l'électorat arabe israélien (près de 20 % du corps électoral) constitue le premier foyer d'abstention, tombant régulièrement sous les 50 % en raison d'un sentiment d'inutilité parlementaire. **Si la reconstitution d'une Liste commune vise à endiguer ce reflux, les polémiques récurrentes sur l'invalidation de listes arabes et l'existence d'un cordon sanitaire tacite de la part du centre sioniste découragent une mobilisation massive.**

Parallèlement, les juifs laïcs modérés et centristes, dégoûtés par l'instabilité chronique et l'effondrement éthique perçu de la classe dirigeante, forment une abstention de lassitude pesant près de 10 points. Dans ce contexte, une forte participation globale sert mécaniquement Netanyahu : **elle tue le vote utile du centre-gauche par dilution et réveille la réserve de voix de la droite nationaliste non alignée sur le Likoud.** L'élévation du taux d'abstention dans les isoloirs arabes abaisse en miroir le coût arithmétique de chaque siège pour la coalition de droite. Cette asymétrie de mobilisation fait de la résignation des électeurs centristes et minoritaires l'un des premiers atouts stratégiques du Premier ministre sortant.

Variable n°3 : **Les votants de la diaspora** (la dynamique « fly to vote »)

La législation électorale israélienne n'autorise pas le vote à distance pour les citoyens résidant à l'étranger, limitant strictement le vote consulaire aux seuls diplomates et militaires en mission.

Pour peser sur le destin national, les expatriés doivent physiquement atterrir à l'aéroport Ben Gourion et se rendre dans leur bureau de vote d'inscription sur le sol israélien. **Depuis la tentative de passage en force institutionnel**

et le choc sécuritaire d'octobre 2023, une dynamique inédite baptisée « fly to vote » s'est structurée au sein des diasporas juives occidentales. Animés par l'urgence de préserver la démocratie libérale israélienne, plusieurs collectifs préparent le rapatriement logistique d'environ 100 000 électeurs expatriés à l'approche de la date du vote. **Cette masse critique représente près de 2 % des suffrages exprimés, une variable susceptible de faire basculer entre deux et trois sièges à la Knesset.**

Cet appoint aérien est a priori très défavorable à Netanyahu, mais la droite tente de contrer cette initiative en mobilisant ses propres relais partisans aux États-Unis pour équilibrer ce pont aérien électoral.

LA TRANSFORMATION EN RÉFÉRENDUM POUR OU CONTRE NETANYAHU

Variable n°4 : **Le comportement de la base électorale historique de Netanyahu lors d'un « référendum POUR / CONTRE Netanyahu »**

Historiquement, **la machine électorale du Likoud repose sur un pacte sociologique indéfectible unissant les juifs séfarades/mizrahim des classes populaires, les formations ultra-orthodoxes et les sionistes religieux.** Sur le plan géographique, ce socle est enraciné dans les villes de développement **du Nord de la Galilée et du Sud périphérique** (Néguev), longtemps délaissées par l'élite ashkénaze fondatrice.

Face à un scrutin polarisé sous forme de référendum binaire « Pour ou Contre Bibi », ces électeurs ont coutume de faire bloc en percevant l'offensive anti-Netanyahu comme un rejet de leur propre identité culturelle. Toutefois, la tragédie du 7 octobre 2023 a directement frappé les localités frontalières du Sud, fissurant le contrat de protection historique garanti par le chef du Likoud.

De surcroît, les colons idéologiques et une partie des kibboutzim attaqués estiment que les arbitrages militaires passés ont sacrifié leur sécurité physique immédiate. La question centrale est d'évaluer si la loyauté et le ressentiment anti-élites l'emporteront sur le traumatisme bien réel des

ravages subis sur le terrain. Si ce socle périphérique s'effrite ne serait-ce que de 3 ou 4 points, la majorité parlementaire du camp nationaliste s'effondrera instantanément. **Netanyahu consacre ainsi l'essentiel de son discours à re-diaboliser la gauche laïque pour ressouder ces fractures périphériques, ce qui semble fonctionner au vu de sa remontée sondagière depuis la mi-septembre 2026.**

Variable n°5 : **La capacité de l'opposition de centre et de gauche à capitaliser sur le rejet de la personne de Netanyahu**

Le bloc anti-Netanyahu souffre d'un déficit structurel d'incarnation et d'un traumatisme persistant lié au naufrage du gouvernement Bennett-Lapid de 2021, perçu comme instable. En effet, l'opposition bute sur son incapacité chronique à formuler un narratif géopolitique audacieux face à l'enlisement généralisé des pourparlers de paix.

Elle fait également face au défi de capter une fraction de l'électorat arabe qui refuse le repli communautaire des partis arabes. Or, le discours de la gauche israélienne ne va dans ce sens. Elle prend le risque d'échouer au pied de la majorité des 61 sièges nécessaires. De plus, la question de la participation à un Gouvernement d'union nationale peut aussi fracturer l'opposition.

D'AUTRES VARIABLES POUVANT JOUER SUR LE SCRUTIN

Variable n°6 : **L'évolution du conflit avec l'Iran et la position de Trump**

Lors de son second mandat, le président Donald Trump a opéré une révolution diplomatique. Alors qu'il était devenu admis que les chefs d'État ne se mêlaient pas des élections dans d'autres pays car entravant la souveraineté populaire, Donald Trump a jeté à terre l'ensemble de ces codes diplomatiques. Le président américain ou son entourage n'hésite pas à donner leur préférence, voire à soutenir officiellement des candidats pour le meilleur comme pour le pire. Citons par exemple les élections en Argentine, en Colombie, au Canada, en Suède ou encore en Hongrie.

Désormais, avec un président aussi polarisant, de nombreux pays voient leur élection plus ou moins affectée par les relations de leur pays avec les Etats-Unis et avec Donald Trump. Ainsi, nous avons observé un vote rejet très prononcé au Canada contre Donald Trump, mais à l'inverse un vote plus favorable en Colombie ou dans une moindre mesure en Argentine.

Pour Israël, pays très lié aux Etats-Unis, la dimension de la relation entre Netanyahu et Donald Trump est une variable importante, d'autant plus dans un pays dont l'histoire sécuritaire dépend du soutien américain.

Plutôt historiquement populaire en Israël grâce aux Accords d'Abraham de 2020 et au soutien qu'il a souvent apporté au pays (Jérusalem capitale une et indivisible d'Israël), la popularité de Trump recule en Israël. Un dernier sondage de l'Institut israélien pour la démocratie (IDI) indique que **la part des Israéliens estimant que la sécurité d'Israël constitue une considération centrale pour Donald Trump est passée de 44 % en mai à seulement 28 % en juin**⁶⁶. A ce titre, le net recul touche tous les groupes de population : 41 % à 26 %, chez les Juifs et 59 % à 36 % chez les Arabes⁶⁷.

⁶⁶ **IsraJ**, [La popularité de Trump s'effondre en Israël](#), Guitel Benishay, 6 juillet 2026.

⁶⁷ Ibid.

En somme, pour les Israéliens, le soutien de Donald Trump n'est pas rejeté, mais plutôt remis en question. Il y a aussi une forme de préférence pour le « moindre mal » avec un parti Démocrates, pourtant historiquement très proche d'Israël, qui est désormais de plus en plus anti-Israël à l'image de l'ensemble des gauches occidentales.

A cet égard, il est à noter que le président américain affiche depuis le début octobre, une forme de retrait vis-à-vis du chef de Gouvernement israélien⁶⁸. Cela peut illustrer, soit une volonté de ne pas perdre des points vis-à-vis de sa propre séquence électorale des *Midterms*, soit une forme de désaveu sur sa cote d'opinion favorable en Israël en ne cherchant pas à mettre en difficulté Netanyahu.

Variable n°7 : **Un attentat particulièrement marquant** (notamment dans les villes à majorité arabe et la réponse policière qui serait engagée)

Il s'agit d'une variable très importante. Alors que le débat se polarise sur les questions sécuritaires, un attentat ou une attaque pourrait faire basculer la donne.

De surcroît, un mois avant la fin de la campagne, l'affaire de l'attentat déjoué sur le vol Flydubai a réveillé ces craintes. En effet, un copilote islamiste omanais a déjoué la sécurité pour tenter de détourner un avion d'Israéliens vers Tel Aviv réveillant le spectre d'un attentat de grande ampleur.

Pourtant, les signaux d'alerte étaient nombreux sur Hamam al-Hammami. Il avait été écarté d'Oman Air pour radicalisation et même refoulé de Royal Air Maroc. Cette faille a déjà suscité le débat sur l'ouverture urgente d'une enquête parlementaire, faisant écho aux demandes de commission d'enquête sur le 7 octobre.

⁶⁸ I24News, [Donald Trump : "Je ne suis plus impliqué dans la politique israélienne"](#), 1^{er} octobre 2026.

Variable n°8 : **Les conséquences du dernier projet de loi sur la Justice portée par les partis d'extrême droite de la coalition**

Il s'agit du dernier thème de campagne au-delà des questions sécuritaires liées au 7 octobre. Pour rappel, nous l'avons vu précédemment. Le Gouvernement a porté une refonte du système judiciaire que ses détracteurs estiment correspondre à une dérive illibérale. Il comporte 3 volets :

- Limiter la Cour suprême en restreignant ses prérogatives d'annulation des lois.
- Contrôler les nominations en modifiant le comité qui choisit les juges pour donner une plus grande influence à la majorité politique.
- Supprimer la clause de raisonnabilité : Une loi adoptée en juillet 2023 a déjà restreint la capacité de la Cour à juger des décisions du gouvernement selon le critère de « raisonnabilité ».

Cette variable n'est pas importante en soi pour le scrutin, mais elle a des incidences sur le « deuxième tour » à savoir la constitution d'un Gouvernement. Dans le cadre d'un Gouvernement d'union nationale, certaines personnalités du Gouvernement actuel comme Bezalel Smotrich, Ministre des Finances, personnellement engagé pour promouvoir cette réforme des institutions judiciaires, sont devenues des épouvantails.

Variable n°9 : **Les inégalités devant la conscription**

L'exemption du service militaire accordée aux étudiants des écoles talmudiques (*yehevivot*) constitue une fracture sociale devenue intolérable dans un pays épuisé par 3 années de guerre ininterrompue et par un état d'alerte permanent depuis le 7 octobre 2023.

C'est un des enseignements du 7 octobre : la question de l'unité nationale a créé un clivage très prononcé au sein de la société israélienne. Alors que les réservistes laïcs et nationaux-religieux accumulent des centaines de jours sous les drapeaux au détriment de leur vie professionnelle et familiale, **la**

décision historique de la Cour suprême israélienne ordonnant l'enrôlement des ultra-orthodoxes a dynamité le statu quo et placé Benjamin Netanyahu face à une impasse existentielle.

Cette question de l'égalité devant le fardeau (*shivyon ba-netel*) est susceptible de provoquer un séisme électoral inédit chez les primo-votants. Historiquement, la jeunesse israélienne s'est constamment droitisée, portée par le différentiel démographique massif entre la population ultra-orthodoxe (environ 6,5 enfants par femme) et le reste de la société (autour de 2,5 enfants).

Pourtant, pour cette nouvelle génération de 18-21 ans immédiatement appelée au front et confrontée au risque vital, le sentiment d'injustice face aux privilèges accordés aux partenaires cléricaux du Likoud surpasse les réflexes idéologiques traditionnels. Ce ressentiment offre aux partis de la droite laïque modérée et du centre un puissant levier pour capter une fraction décisive de cet électorat jeune, privant ainsi Benjamin Netanyahu de son habituelle prime démographique.

Variable n°10 : Le coût de la vie ou le risque de pénuries localisées

Le pouvoir d'achat des ménages israéliens constitue l'une des failles électorales les plus directes du gouvernement sortant, alors que l'indice du coût de la vie en Israël figure déjà parmi les plus élevés de l'OCDE.

Dans un contexte de tensions géopolitiques mondiales pesant lourdement sur les marchés énergétiques internationaux et la logistique maritime, **l'État hébreu n'est pas imperméable aux chocs extérieurs malgré l'atout stratégique de ses vastes gisements gaziers extracôtiers (Tamar, Leviathan, Karish).** La vulnérabilité physique de ces infrastructures critiques face aux menaces balistiques régionales — ayant déjà contraint les autorités à des arrêts d'exploitation préventifs d'urgence — rappelle que l'indépendance énergétique nationale demeure précaire en temps de guerre prolongée.

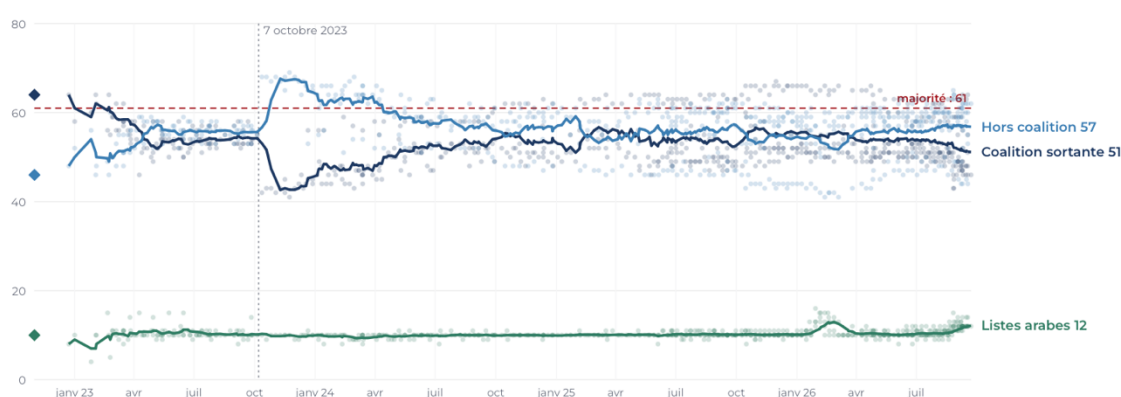
Sur le plan intérieur, il suffirait d'une flambée tarifaire de l'électricité, d'une rupture d'approvisionnement sur certains biens de consommation importés ou d'une crise aiguë du logement étudiant lors de la rentrée universitaire pour cristalliser la colère sociale. L'éviction prolongée de la main-d'œuvre palestinienne du secteur de la construction a paralysé les chantiers et fait flamber les loyers dans les grands centres urbains, étranglant les jeunes ménages et les classes moyennes.

Si les arbitrages budgétaires de la coalition peuvent contribuer à transformer le mécontentement social en un vote sanction contre Netanyahu.

NETANYAHU PEUT-IL SE MAINTENIR ?

LE SCENARIO PRINCIPAL : UNE ABSENCE DE MAJORITÉ ABSOLUE POUR LES DEUX COALITIONS

Figure – Agrégateur de sondages depuis novembre 2022, Israël⁶⁹



Au-delà de l'agrégation des sondages, notre forecast (modèle prédictif) abonde en ce sens. Trois éléments liés aux partis arabes l'expliquent :

- Premièrement, **la progression du rassemblement des partis arabes et la structuration d'un bloc autour de 11 à 15 sièges minimum ;**
- Deuxièmement, **l'annonce de ne pas gouverner avec la gauche et le centre qui contraint ces derniers à devoir l'emporter seuls,** éloignant le scénario 2021.
- Troisièmement, **la non-disqualification de ces derniers par la Cour suprême** après une demande de Netanyahu de les disqualifier au regard de certains propos hostiles à Israël après le 7 octobre.

Mathématiquement, la présence des partis arabes autour d'une dizaine de sièges contraint les deux coalitions à devoir remporter au moins 55% à 60%

⁶⁹ **Wikipedia**, Opinion polling for the 2026 Israeli legislative election, Camil Fuchs, Midgam Project, Stat-Net, Kantar Institute, Lazard Research Institute, Direct Polls, Panel Politics, 2022-2026.

des suffrages cumulés. Or, aucune des deux coalitions n'y parvient selon les sondages.

Ainsi, pour obtenir une majorité, deux options sont viables :

- Un **Gouvernement d'union nationale** avant de nouvelles élections, rendu possible par un accord entre Netanyahu et Eisenkot. Pour cela, il faudrait que la coalition de Netanyahu termine devant celle de Eisenkot.
- Une **alliance entre les partis arabes et Eisenkot**. Or, les derniers développements de la campagne ne vont pas en ce sens.

Si aucun des deux accords n'est conclu, alors une dernière option demeure crédible : **un maintien de Netanyahu qui expédie les affaires courantes avec toutes les composantes de la droite et du centre, avant une reconvoction de nouvelles élections**. Il s'agit désormais du scénario le plus probable à rebours des sondages de l'année 2026, d'autant plus que la dynamique semble lui être plus favorable à la lumière des difficultés subies par l'opposition.

Dans tous les cas, le maintien de Netanyahu apparaît comme l'option la plus probable selon notre analyse.

QUELLES SONT LES CONDITIONS CUMULATIVES POUR QUE NETANYAHU SE MAINTIENNE ?

Comme nous le voyons, Netanyahu ne part pas favori, mais ses chances de demeurer chef du Gouvernement par défaut sont fortes. Israël n'échappe au phénomène « d'ingouvernabilité » qui touche une grande partie des démocraties parlementaires occidentales telles que l'Espagne, la France, l'Allemagne, ou même l'Italie avant l'union des droites opérée par Giorgia Meloni.

Pour se maintenir, Netanyahu doit cumuler **5 conditions clés**.

- 1- L'entrée à la Knesset de l'ensemble des partis satellites de droite et d'extrême droite sans déperdition sous le seuil électoral

Pour espérer atteindre ou frôler le seuil des 61 sièges, aucune voix du camp nationaliste ne doit être gaspillée. Le Likoud ne pouvant gouverner seul, la survie de Bibi dépend mécaniquement de la capacité des partis ultra-orthodoxes (Shas, Judaïsme unifié de la Torah) à mobiliser leur socle, mais surtout du franchissement impératif du seuil de 3,25 % par les listes satellites de la droite radicale et messianique (Otzma Yehudit, Sionisme religieux). Si l'une de ces factions venait à échouer sous le seuil d'éligibilité, la majorité de droite s'effondrerait instantanément.

- 2- **Imposer un cordon sanitaire implicite avec les partis arabes en le rendant possible** par un débat tournant autour des questions sécuritaires

A la différence de ce que peuvent indiquer de nombreux observateurs, ce terrain n'est pas si défavorable à Netanyahu car il contraint les Juifs y compris du centre et de gauche à ne pas tolérer une alliance avec des partis aux propos douteux vis-à-vis de la sécurité d'Israël.

- 3- Une asymétrie de participation et un reflux de la participation des Arabes

L'arithmétique électorale joue en faveur de Netanyahu dès lors que le différentiel civique s'accroît. Il s'en est fallu de peu pour que la liste Unifiée (Hadaash, Ta'al, Balad, menée par Yousef Jabareen) et la Liste arabe unie (Ra'am, menée par Mansour Abbas) soient invalidées par la commission centrale électorale avant d'être repêchées par la Cour suprême. Cette séquence a accru la défiance et le sentiment d'aliénation de la minorité arabe (près de 20 % du corps électoral).

Une démobilisation de cet électorat — cantonné à une participation sous les 45-50 % par désillusion ou sentiment d'inutilité parlementaire — abaisse mécaniquement le coût en voix de chaque siège à la Knesset, démultipliant le poids relatif des bastions de droite et des milieux religieux.

4- Le maintien d'un statu quo fragile avec les ultra-orthodoxes sur la conscription (*Shivyon ba-netel*)

L'exemption militaire des étudiants en *yechivot* représente la mèche allumée au cœur même de son bloc. Pour éviter l'éclatement de son alliance historique, Netanyahu doit réussir le tour de force de rassurer les chefs rabbiniques (Shas et UTJ) sur la sanctuarisation de leurs financements et de leur statut, tout en évitant une rébellion ouverte de son aile sécuritaire laïque et des réservistes du Likoud.

Si cette fracture sur « l'égalité devant le fardeau » devait conduire l'un des partis cléricaux à quitter le navire ou à refuser de s'allier à nouveau avec lui, aucune mathématique parlementaire ne lui permettrait d'être reconduit.

5- L'incapacité de l'opposition sioniste à désigner un chef unique et le blocage institutionnel menant au maintien par intérim

Face à l'hétérogénéité idéologique du camp « Tout sauf Bibi » — fracturé entre la droite laïque nationaliste (Bennett, Lieberman), le centre (Eisenkot, Lapid) et la gauche social-démocrate (Golan) —, Netanyahu mise sur l'incapacité de ses rivaux à s'accorder sur un Premier ministre de compromis.

À défaut d'atteindre 61 sièges pour lui-même, cette paralysie institutionnelle lui est directement profitable : la loi israélienne interdisant toute vacance du pouvoir exécutif, Netanyahu demeurerait à la tête du gouvernement de transition (*Memshelet Ma'avar*) avec la plénitude de ses fonctions régaliennes, gelant son éviction et contraignant le pays à d'interminables pourparlers, voire à un nouveau scrutin anticipé.

CONCLUSION

À l'approche du scrutin du 27 octobre 2026, l'illusion d'une alternance se heurte à la réalité d'une scène politique israélienne fragmentée et polarisée. Si le bilan du 7 octobre 2023, la contestation sur la conscription des ultra-orthodoxes et l'usure socio-économique privent Benjamin Netanyahu d'une dynamique conquérante, l'opposition sioniste reste bridée par ses divisions doctrinales et son refus d'intégrer les partis arabes.

Faute de majorité absolue pour chacun des deux blocs, **le scénario le plus probable demeure celui d'un blocage parlementaire menant au maintien de fait d'un gouvernement de transition dirigé par Netanyahu.** Israël a en réalité déjà connu cela. Ainsi, en regroupant l'ensemble des scénarios, nous estimons à 93% de chance, le maintien de Netanyahu après le scrutin, incluant les scénarios où ce dernier ne remporte pas à proprement parler les élections.

En définitive, tant que le camp du changement n'aura pas résolu le dilemme arithmétique des 61 sièges, le chef du Likoud conservera la capacité de transformer l'ingouvernabilité chronique du régime en facteur de maintien de son autorité sur la nation israélienne.

Par **Matthieu Hocque**, Directeur Général du Millénaire,
Antranig Kevorkian, Analyste international au Millénaire.

Crédit photo : [Official portrait of Israel's 9th Prime Minister, Benjamin Netanyahu](#), de [Avi Ohayon](#) / [Government Press Office of Israel](#), via Wikimedia Commons, sous licence CC BY-SA 3.0.



Le Millénaire est un groupe de réflexion spécialisé sur les questions de politiques publiques. Il est composé d'une centaine de contributeurs de divers horizons — cadres du privé, du public, chercheurs, chefs d'entreprises — et chacun expert dans son domaine.

Président : William THAY

Directeur général : Matthieu HOCQUE

Vice-présidents: Gilles BÖSINGER et Olivier BODO

Directeur des études : Clément PERRIN

Directeurs adjoints des études: Pierre CLAIRE et Florian GERARD-MERCIER

Communication : communication@lemillenaire.org

Presse : presse@lemillenaire.org

Et pour suivre toutes les actualités du Millénaire :

<http://lemillenaire.org>



***Mentions légales :** L'ensemble de ce rapport relève de la législation française et internationale sur le droit d'auteur et de la propriété intellectuelle. Tous les droits de la reproduction sont réservés à l'association « Le Millénaire », la reproduction de tout ou partie de ce rapport sur quelque support que ce soit est formellement interdite sauf autorisation expresse du Président de l'association.*